

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg)	U. r.	Tr. r.	Six mois	Un an
En ville	2 r.	50 k.	10 r.	18 r.
En province	2 r.	50 k.	10 r.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 r.	50 k.	10 r.	18 r.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r.	75 k.	15 r.	27 r.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r.	75 k.	15 r.	27 r.
Etats-Unis d'Amérique	3 r.	75 k.	15 r.	27 r.

PAIEMENTS EN VILLE 10 COP.; D'UNE DEMI-FEUILLE 5 COP.
A L'ÉTRANGER 15 COP.; D'UNE DEMI-FEUILLE 7 COP.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser la 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de la Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres et le paiement au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de la Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres et le paiement au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de la Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres et le paiement au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de la Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, 15.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouk, maison Dumas, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées à l'administration ne sont pas lues.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAIS ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25
FAITS DIVERS 25

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 9 février.

DÉCORATION. Ordre de Sainte-Anne de la 1^{re} classe au conseiller d'Etat théodore de Thörner, membre du conseil du ministre des finances. (R. du 15 décembre 1872.)
(Gazette du Sénat.)

Le Bulletin des lois promulgue aujourd'hui 9 février, le règlement de navigation et de police applicable au Pruth, et le tarif provisoire des droits de navigation à percevoir au confluent du Pruth et du Danube, — arrêtés par la commission mixte du Pruth. Nous reproduisons ces documents dans notre numéro de demain.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a reçu en audience mardi passé, 9 février, M. le général-major Dournovo, de la suite de Sa Majesté, gouverneur civil de la province de Moscou. (Messager officiel.)

— Dimanche passé, 4 février, a eu lieu la soirée annuelle des vétérans du Caucase. L'Invalide russe, qui donne la description de cette fête, dit que pendant le souper, au moment où l'on portait un toast à l'auguste lieutenant de S. M. l'Empereur au Caucase, S. A. I. M^{re} le grand-duc Michel Nicolaïevitch, et à son auguste famille, le télégramme suivant a été expédié à Tiflis, à S. A. I. M^{re} la grande-duchesse Olga Fédorovna :
« Les Caucasiens réunis à leur soirée annuelle portent un toast à Votre Altesse Impériale et à Votre auguste famille et Vous félicitent respectueusement à l'occasion de l'heureux anniversaire décennal de Votre séjour dans le pays qui leur est si cher. »

Le lendemain, le président de la fête, M. l'aidé de camp général Baron Wrangel, a reçu de Son Altesse Impériale la réponse suivante :
« Je suis sincèrement reconnaissant à tous les Caucasiens pour leur aimable attention envers moi, mais surtout pour leur mention du service décennal, difficile, mais bien récompensé, du grand-duc au Caucase si cher à nos cœurs. »

A cette même soirée, l'orateur habituel de ces fêtes, M. le comte W. Sollohub, a prononcé un grand discours dont nous citerons le passage suivant :

« Au Caucase, chaque Russe se sent investi d'une utile mission et c'est ce qui explique pourquoi tous ceux qui y ont vécu aimant ardemment ce pays. On se rappelle jusqu'à quel point le prince Vorontsov aimait le Caucase, même alors que la vieillesse avait épuisé toutes ses forces. Que dirai-je des deux lieutenants qui lui ont succédé et qui ont été les conquérants du Caucase ? Je ne parlerai point de ce qu'ils ont fait pour le pays ; tout le monde le sait, mais de ce que le pays les a faits. »

« Le prince Bariatsky était né pour la vie mondaine, raffinée et magnifique. Il dédaignait cette vie pour la rude existence du soldat, et le Caucase l'amena progressivement jusqu'à Goubin et lui valut le bâton de feldmaréchal. »

« L'auguste lieutenant actuel était placé encore bien plus haut par sa naissance. Il se consacra néanmoins au Caucase et le Caucase en fit un chef militaire d'une grande expérience et un administrateur d'une haute sagesse. »

« On a vraiment peine à croire que tant de choses aient pu s'accomplir en dix ans. Les traditions féodales ont disparu. Tout le Caucase est gouverné par un pouvoir russe unique. Le littoral de la mer Noire est sûr, tant du côté de la mer que du côté des montagnes qui la bordent. On traverse le Daghestan en voiture sans escorte. De Poti à Tiflis s'élancent de rapides locomotives. Le port même de Poti cesse d'être un rêve, et se transforme en des bassins qui feront palir les travaux hydrauliques de Port-Saïd en Egypte. Tiflis n'est plus un aul cirassien ; il est devenu une résidence princière. Borjomi va bientôt effacer Ems et Carlsbad, non-seulement par la beauté de ses sites, mais encore par les villas dont il se couvre. L'agriculture, l'industrie, le commerce, tout progresse. On n'en croit point à ses yeux ! Est-ce bien là le rude pays où Prométhée escaladait les cimes des montagnes pour ravir le feu du ciel, ce pays qui pendant un si grand nombre de siècles était considéré comme inaccessible et inhabitable ? Prométhée ignorait que le feu céleste ne s'obtient point par la violence, mais bien par la patience, la charité et la foi. C'est à ce feu-là que le Caucase moderne se ramène pour se frayer la voie. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'autrefois c'était le christianisme qui menait à la civilisation, et que de nos jours au contraire ce sont les progrès de la civilisation qui conduisent au christianisme. »

« Les grands événements se préparent longtemps à l'avance, sans annoncer à quoi ils vont aboutir. Le canal de Suez n'est qu'une nouvelle voie ouverte à la civilisation, c'est-à-dire au christianisme. A notre époque, c'est-à-dire au christianisme, sans se douter peut-être qu'elle les mènera. On dit que le chah de Perse se prépare à visiter l'exposition de Vienne. Ce sera là une crise dans les vieilles traditions de l'Orient, et après cette crise le Caucase commencera à jouer son rôle civilisateur. Voilà le but pour lequel sont tombés tant de milliers de victimes ! Ces héros cherchaient aussi le feu céleste, et ils l'ont trouvé : ce feu va éclairer tout l'Orient ! »

— L'université de St-Petersbourg a célébré hier, 8 février, l'anniversaire de sa fondation. Le recteur, M. Kessler, a lu le rapport sur l'année écoulée. Deux discours ont été prononcés par MM. les professeurs Gradovsky et Savitch. Le dernier a parlé de Copernic, dont le jubilé quatre fois séculaire se célébrait le même jour à Varsovie et à Thorn.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 7 février 1873 :

Malades au 7 février	Sexe masc.	Sexe fem.	Total
Cas nouveaux	133	63	196
Général	7	1	8
Décès	4	6	10
Il restait en traitement 3 février	135	58	193
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 8 février 1873) :			
Cas	3246	1852	5098
Général	2074	1116	3190
Décès	1063	652	1715

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

La séance du 15 février de l'Assemblée Nationale de France n'a pas fait faire un seul pas en avant aux nombreux projets de loi dont cette Chambre est saisie. Au début, un des membres, M. d'Abbadie de Barran, est venu soutenir son interpellation sur les modifications introduites dans le programme d'admission à l'école de Saint-Cyr. Le blâme qu'il a décerné à ces changements lui a attiré une réponse assez vive de la part du ministre de la guerre, qui a insinué, entre autres choses, que l'interpellation de M. d'Abbadie pourrait bien avoir été motivée par l'insuccès de son fils aux derniers examens d'admission à Saint-Cyr. Cet incident s'est terminé par le vote d'un ordre du jour pur et simple.

Le reste de la séance a été consacré à l'incident soulevé pendant la discussion sur les marchés de Lyon, à propos de la fameuse phrase qui aurait été écrite par M. Challemeil-Lacour : « Faites-moi fusiller, tous ces gens-là ! » Notre correspondant de Paris s'occupe aujourd'hui précisément de cet incident, et comme au moment où il écrivait il ne pouvait pas avoir connaissance de la séance du 17 février, nous avons résumé la partie des débats qui ont trait à cette affaire dans une note que nos lecteurs trouveront plus loin.

Députés une quinzaine de jours la presse de Paris signalait de nombreux changements qui devaient s'effectuer dans les préfectures. Le Journal officiel vient en effet de publier une longue liste de mutations, dont il résulte que deux préfets sont mis en disponibilité ; ce sont ceux de l'arrondissement de Gironde, MM. Vapereau et Girard de Rialle. Une dizaine d'autres sont déplacés, et parmi eux M. Doniol, préfet de la Loire-Inférieure, qui permuta avec M. Albert Le Guay, préfet de Meurthe-et-Moselle. M. Dazou, qui passe de l'Hérault dans le Vaucluse, M. Poubelle, qui de l'Isère est envoyé en Corse. Nombre de mutations et quelques mises en disponibilité ou démissions ont également lieu dans les sous-préfectures et les secrétariats généraux de département.

Les journaux conservateurs n'approuvent qu'à demi ces nominations. Parmi les nouveaux préfets, il n'en est que deux qui leur paraissent avoir des titres sérieux à leur confiance : M. Diard, nommé à la préfecture de la Drôme, et M. Sazerac de Forge, nommé préfet de l'Ardèche. En résumé cependant, ils acceptent ce mouvement comme l'expression assez vraie de la situation ; ce qu'ils reprochent, surtout au ministre de l'intérieur, c'est d'avoir péché par omission. « Nous voulons espérer, dit le Français, que ce n'est en tous cas qu'un premier pas, et qu'appuyé sur l'Assemblée, il pourra prochainement donner, comme c'est, nous le savons, son désir, de plus complètes satisfactions à l'esprit conservateur. »

La Gazette de France, qui représente l'extrême droite, juge plus sévèrement les décrets dont nous parlons : elle n'y voit qu'une mystification et une concession faite aux hommes du 4 septembre. Certains journaux ultramontains, — ceux de Paris surtout, — font tous leurs efforts pour travestir l'affaire Mermillod, à Genève, en une « croisade calviniste contre l'Eglise catholique. » Pour montrer combien pareille insinuation est loin de la vérité, il suffit de recourir à la logique des chiffres. Or, le Grand-Conseil du canton de Genève compte 27 membres catholiques, et 19 d'entre eux se sont prononcés contre M. Mermillod. Il y a plus encore. Des 15 députés qui ont appuyé le projet de M. Fazy, lequel doit être considéré aujourd'hui comme le chef du parti ultramontain genevois, 5 seulement sont catholiques, tandis que les 10 autres sont protestants. Il en résulte par conséquent qu'au sein du Grand-Conseil M. Mermillod compte proportionnellement plus d'adhérents parmi les protestants que parmi les catholiques.

Pendant que le conflit avec les ultras du parti catholique s'accroît de plus en plus en Suisse, l'Italie fait observer comment par la force des choses un *modus vivendi* s'établit entre le Saint-Siège et le gouvernement du roi Victor-Emmanuel, et cela grâce aux rapports extra-officiels imposés par les circonstances et subis par le Vatican. On a vu, dit cette feuille, le pape s'adresser au roi Victor-Emmanuel pour lui demander de mettre fin au scandale d'un bal public établi près d'une institu-

tion d'enseignement et la réponse du roi ne s'est pas fait attendre : l'établissement en question a été supprimé. Dernièrement, le cardinal-vicaire s'était adressé au parquet pour lui demander des poursuites contre un journal religieux et appuyait sa requête par un appel à la Constitution, ce qui prouve que l'on reconnaît au Vatican l'autorité de la Constitution et les pouvoirs qui en découlent. Une école catholique refuse de recevoir l'inspecteur royal. L'école est fermée. Le major domo du pape désavoue les supérieurs de l'école et déclare qu'ils se soumettront à la loi : aussitôt le gouvernement fait rouvrir l'école. Ces faits et plusieurs autres du même genre tendent à prouver, conclut l'Italie, que malgré ce qu'il y a d'absolu dans les principes professés par le Saint-Siège, la force des choses prépare la voie à la co-existence pacifique de la cour pontificale et du gouvernement italien. L'histoire, ajoute cette feuille, ne se fait pas d'un coup ; elle se développe successivement.

Pour ce qui est du projet de loi sur les corporations religieuses, il résulte des informations publiées par la *Nazione* que la commission chargée de l'examen de cette affaire change la forme du projet de loi, tout en admettant les principes qu'il contient. Elle repousse la caisse des pensions ecclésiastiques et le fonds de bienfaisance, comme inutiles et trop coûteux ; mais elle propose de confier ces fonctions à une commission spéciale, et à mesure que les pensions s'éteignent, on pourrait affecter, à son avis, une partie de ces allocations à l'œuvre de bienfaisance et une autre partie à l'administration municipale. Cette commission spéciale serait contrôlée par le conseil provincial. La commission est enfin tombée d'accord sur la nécessité de la conversion de toutes les propriétés ecclésiastiques, sans exception aucune, en rente sur l'Etat.

L'Agence (télégraphique) Bordeano signale de Constantinople, 16 février, les remaniements ministériels que voici, à la suite de la retraite du grand-vizir Mehmed-Rouchdi-Pacha. Ont été nommés : Riza-Pacha ministre de la marine, Schirvan-Mehmed-Rouchdi-Pacha (ne pas confondre avec l'ancien grand-vizir) ministre des finances, Ismail-Pacha ministre des travaux publics, Djewdet-Pacha ministre des fondations pieuses, et Izzed-Pacha ministre de la police.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.
Madrid, jeudi 20 février.
L'Imparcial dit que l'attitude de plusieurs conservateurs notables fait supposer que le parti constitutionnel travaille à ressusciter la candidature du prince de Hohenzollern.

BOURSE DE BERLIN DU 21 FÉVRIER

Cours du change.
A 3 semaines sur St-Petersb., 91 1/8 th. pour 100 r.
A 3 mois sur St-Petersb., 90 1/8 th. pour 100 r.
Prix des billets de crédit russes 83 th. pour 100 r.
Prix de la demi-imperiale 5 th. 16 silb.
Emprunt russe de 1872 92 1/2.
Obligations consolidées de 1870 92 3/8.
Emprunt russe 3 00 67 1/4.
1^{er} emprunt à lots et primes 129 3/4.
2^e emprunt à lots et primes 131.
3^e emprunt (1854) 75.
Obligations du chemin de fer Nicolas 76 5/8.
Actions de la Grande Société des chemins de fer 91 7/8.
Obligations de la Société du chemin de fer Varsovie 86 3/4.

DÉPÊCHES DE L'INTÉRIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 9 FÉVRIER.
Inscriptions 5 0/0 : 91 3/4 vend., 91 achat.
1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 154 r. vend., 152 1/2 r. ach.
2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 155 r. vend., 154 1/4 r. ach.
Actions du chemin de fer Riga-Dunabourg 136 1/2 r. vend., 135 r. ach.
Actions du chemin de fer Dunabourg-Vitebsk 134 r. vend., 132 1/2 r. ach.
Actions du chemin de fer Baltique 80 r. vend., 79 r. ach.
Actions du chemin de fer Rybinsk-Bologoe 62 1/2 r. vend., 61 3/4 r. ach.
Actions de la Banque de commerce de Riga 167 r. vend., 165 r. ach.

BOURSE D'ODESSA DU 9 FÉVRIER.

Billets de banque 1^{re} émission 94 1/4 achat., 95 vend.
1^{er} emprunt intérieur à primes 152 r. ach., 153 1/2 vend.
2^e emprunt intérieur à primes 154 1/2 r. ach., 155 vend.
Lettres de gage de la Banque de Kherson. 87 7/8 ach., 88 1/4 vend.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le retour de LL. AA. II. le prince héritier et la princesse Victoria à Berlin est attendu pour les premiers jours de mars.
— La maladie du comte de Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Londres, consiste, disent les journaux de Berlin, en une hydropisie causée par une affection du foie, de sorte, ajoutent-ils, que l'on ne peut malheureusement guère espérer un prompt rétablissement de cet éminent diplomate.

PRUSSE. — Ainsi que nous le présumions hier, c'est en effet M. de Koller, vice-président de la Chambre des Députés, qui a été élu second membre de la commission d'enquête sur les concessions de chemins de fer. On se souvient qu'il y avait ballottage entre MM. de Koller, de Mallinckrodt et Virchow. Au premier tour de scrutin, les voix se sont partagées comme suit : Mallinckrodt 105, Koller 104, Virchow 89. Au deuxième tour de scrutin, M. de Koller a été définitivement élu par 175 voix contre 108 données à M. de Mallinckrodt.

On ne sait pas encore sur qui se portera le choix de la Chambre des Seigneurs quant à ses délégués au sein de la commission d'enquête, mais on parle du prince Biron de Courlande, mis en cause par M. Lasker, et du baron de Stettin-Pilich.

Les séances du 18 février de la Chambre des Seigneurs et de la Chambre des Députés n'ont offert aucun intérêt général. La Chambre haute a discuté des questions d'intérêt purement local, et la Chambre basse, outre l'élection mentionnée, a voté, à l'unanimité, le budget du ministère de l'Agriculture.

Notons cependant une déclaration de M. de Roon, président du ministère, portant que les ministres MM. de Stosch et Delbrück siègent au conseil sans droit de vote et que le chancelier de l'empire ne peut déléguer son vote à M. Delbrück qu'en vertu d'un ordre du cabinet de Sa Majesté.

— On lit dans la *Kreuz-Zeitung* : « D'après des informations de source officielle, S. M. l'Empereur et roi a pris dernièrement des mesures très catégoriques contre des membres de l'armée à la suite de leur participation à des fondations et entreprises industrielles. »

Certains journaux de Berlin et de la province ayant prétendu, comme nous l'avons mentionné déjà, que le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, aurait été opposé à l'institution d'une commission d'enquête sur les concessions de chemins de fer, principalement par égard pour M. le conseiller intime de Wager, la *Spenerische Zeitung* publie l'article suivant, auquel tous les journaux attribuent un caractère officieux :

« Dès le premier moment où se produisit la demande d'une enquête sur les inconvénients de notre système de concessions de chemins de fer, le prince de Bismarck prit une attitude franche et résolue et insista sur ce qu'il était indispensable que le gouvernement acquiescât à cette demande et soumit à une enquête publique les inconvénients que l'on signalait. Le prince a maintenu ce point de vue à travers toutes les phases de l'affaire, et n'a surtout point songé à le renier après que M. Lasker eut proposé, le 7 février, l'institution d'une commission d'enquête parlementaire. Le prince de Bismarck s'est montré à cette occasion absolument franchi de préjugés bureaucratiques ou de faussement conservateurs. Quant à la question de savoir jusqu'à quelle limite on pourrait restreindre la publicité, il a accentué que toute restriction était inadmissible et que les incidents relatifs à la branche d'administration mise en cause devaient être rendus visibles comme ils se passaient sous une cloche de verre. Aux scrupules qui s'élevaient, sinon contre le principe, du moins contre la forme de la motion, — et de pareils scrupules pouvaient s'élever à certains points de vue, — le prince de Bismarck répondit par la considération beaucoup plus importante, qu'il fallait le sacrifier à la nécessité morale dans laquelle se trouvait le gouvernement de ne pas même avoir l'air de craindre la lumière. Le prince chancelier a toujours reconnu et approuvé le but essentiel de la proposition Lasker, et il a observé une attitude conforme dans les délibérations ainsi que dans les conversations privées, bien qu'il admît parfaitement qu'on pût différer d'avis sur les modalités. »

« Mais quant au but même de la motion, ce à quoi la nation attache le plus d'importance : une enquête libre, complète, approfondie et impartiale, avec le concours de la représentation nationale, et destinée à jeter de la lumière sur les récois qui gâtent ce qui est de fâcheux, — à cet égard le prince n'aurait certainement fait aucune concession. »

« On a constaté avec une véritable satisfaction dans toute la Prusse que le souverain, en parfaite harmonie avec les sentiments de la nation, a si vivement saisi la portée morale de la question et agi en conséquence. Mais le chancelier de l'empire, de son côté, n'a pas été un défenseur moins chaleureux des intérêts moraux de l'Etat qui étaient en jeu, et il a été le premier auquel le roi ait communiqué l'idée du message, — intention que le prince a pleinement approuvée. Ensuite, lorsque le conseil des ministres délibéra sur la proposition due à l'initiative de Sa Majesté, c'est encore le prince de Bismarck qui, — entièrement au fait de la question, — la défendit avec le plus de résolution. »

HAMBURG. — C'est lundi dernier, 17 février, que le nouveau marc allemand a remplacé définitivement le marc banco. Cette valeur avait été adoptée en 1819 et basée sur la barre d'argent en 1770.

SAXE. — S. M. la reine Amélie est à peu près complètement rétablie de sa récente maladie, qui, un moment, avait inspiré des craintes sérieuses. Un Te Deum d'actions de grâce a été célébré le 16 février à la chapelle de la cour pour le rétablissement de la santé de Sa Majesté. Le roi Jean, la duchesse de Gênes et les princes et princesses de la famille royale assistaient à cette cérémonie religieuse.

WURTEMBERG. — Les nouvelles de la santé de S. M. la reine douairière sont inquiétantes. Le bulletin publié le 18 février au matin signalait une recrudescence des symptômes nerveux et de l'affection cérébrale.

ALSACE-LORAINE. — On mande de Strasbourg que le comte de Beust, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, est arrivé le 17 février dans cette ville, où il a passé la nuit,

et qu'il est reparti le lendemain matin pour l'Angleterre, en passant par Paris.

Autriche-Hongrie.

Voici la teneur de la déclaration faite par M. Grocholski, au nom des députés galiciens, dans la séance du 17 février de la commission constitutionnelle de la Chambre des Députés, au sujet de la réforme électorale :

« Chez nous, dans notre pays, tout le monde a la conviction, que nous avons déjà exprimée lors de la discussion sur la loi électorale provisoire, qu'une pareille réforme électorale n'est pas possible sans violation des droits des Diètes, et que son exécution serait un attentat à la Constitution. Ces messieurs ne seront donc pas surpris si je déclare aujourd'hui aussi, en mon nom et en celui de mes collègues, que nous ne nous croyons pas autorisés à prendre part à la discussion sur le projet de loi concernant la réforme électorale, et qu'en effet nous nous abstenons d'y prendre part. »

Voici la réponse du président de la commission :

« Je ne puis considérer cette déclaration que comme une communication particulière faite à la commission, vu que tous les membres de cette dernière n'ont reçu leurs mandats que de la Chambre. »

La-dessus, les membres galiciens de la commission constitutionnelle ont quitté la salle.

La *Neue freie Presse* du 18 février s'exprime comme suit sur l'attitude des députés galiciens :

« Les Polonais ont fait hier une manifestation contre la réforme électorale, en déclarant, au sein de la commission constitutionnelle, que, selon eux, la mise à exécution de la réforme électorale par les représentants de l'empire serait un acte anti-constitutionnel et que par conséquent ils ne sauraient prendre part aux débats concernant le projet de gouvernement. Cette déclaration faite, les députés galiciens se sont retirés de la commission, en laissant à celle-ci le soin d'examiner sans leur concours les projets de loi concernant la réforme électorale, même par rapport à la Galicie. »

« Il est impossible d'apprécier, pour le moment du moins, toute la portée de cette déclaration, qui peut être interprétée de deux manières différentes. Il est admissible, en effet, que ce soit l'avant-coureur de la retraite des Polonais de la Chambre des Députés, de même qu'il est permis de supposer que les Galiciens, tout en se refusant à prendre part aux débats sur la réforme électorale, continueront à participer aux autres séances du Parlement. Dans le premier cas on devrait s'attendre à une seconde édition des scènes de 1870, tandis que, dans le second, les Polonais se borneraient simplement à rester étrangers à celles des séances de la Chambre des Députés où sera débattu le projet de réforme électorale. »

« Dans l'intérêt de la Constitution, dans l'intérêt de l'ordre et dans celui des Polonais mêmes, nous désirons que la seconde interprétation de la démonstration qu'ils viennent de faire soit la bonne. Si au contraire la déclaration n'a pas cette signification, si les députés polonais abandonnent le Reichsrath, ils se mettent sur la même ligne que les députés oppositionnels qui refusent d'exercer leur mandat. Cette attitude passive soit adoptée immédiatement après les élections ou qu'elle le soit plus tard, il n'y a aucune différence quant au résultat. Que les Polonais persistent dans leur manière de voir particulière sur tous certains rapports, et de faire bande à part, peu importe, leur principe sera celui de l'opposition formelle, et par conséquent les députés galiciens ne devront pas trouver mauvais que l'on agisse avec eux de la même manière qu'à l'égard de leurs alliés. »

« Le parti constitutionnel ne peut assurément pas forcer les Polonais à prendre part aux débats concernant la réforme électorale. Mais en revanche les Polonais doivent s'attendre à ce que le parti constitutionnel ne vote pas des lois exceptionnelles en faveur de la Galicie, lois dont les premières conséquences seraient la destruction de l'ordre constitutionnel, la jalousie et l'irritation des nationalités auxquelles des faveurs semblables à celles accordées aux Polonais seraient refusées. D'ailleurs nous avons franchement que nous sommes las des caprices de nos amis de Galicie. Qu'ils se rallient à l'un ou à l'autre parti anti-constitutionnel, les partisans de la Constitution sauront bien leur tenir tête et paralyser leurs actes. Nous sommes loin d'être complètement indifférents à l'attitude des Polonais, mais ces craintes et cette anxiété attendue par rapport à leur décision nous semblent manquer de dignité. »

S. M. l'empereur François-Joseph a reçu en audience le 16 février Malkhom-Khan, ministre extraordinaire du shah de Perse.

Le *Pester Lloyd* dément tous les bruits concernant la nomination de M. Toth au poste de bourgmestre de Bude-Pesth, selon les uns, ou à celui de président du conseil de construction, selon les autres. M. Toth dirigera les affaires de l'intérieur encore dix à douze jours, tout au plus, après quoi il se retirera de la vie publique.

Au dire d'une dépêche de Pesth son successeur serait le comte Jules Szapary.

M. Hefly, membre de l'extrême gauche, a déclaré dans la séance du 17 février de la Chambre des Députés hongroise que le projet de loi présenté au Reichsrath autrichien, concernant les chemins de fer de Dalmatie, est incompatible avec l'intégrité du royaume de Hongrie.

— On a célébré au *Burgtheater* de Vienne le deuxième centenaire de la mort de Molière, par la représentation de *L'Avare*. La pièce a été précédée, comme nous l'avons dit déjà, d'un prologue composé par le poète Dingelstedt, directeur de ce théâtre, et recité devant le

buste de Molière, orné d'une couronne de laurier.

— La première audience du procès Skreischowsky a eu lieu le 17 février. On avait pris des mesures énergiques pour empêcher une trop grande affluente de public. L'acte d'accusation, lu par le procureur général Rapp, porte que Skreischowsky et son co-accusé Rudzicka ont répondu au crime de fraude, commis au préjudice du trésor par un détournement systématique de la taxe des annonces (s'élevant pour la *Politik* à 21,211 fl.). Les manœuvres frauduleuses consistaient, d'après l'acte d'accusation, en partie, en ce que les accusés ont fait passer par éditeurs des gens sans fortune aucune, contre lesquels toute poursuite en vue du paiement serait inutile, en partie en ce qu'ils ont envoyé les sommes perçues pour l'abonnement à la *Politik*, qui était sous séquestre, à d'autres adresses ; enfin les livres ont été trouvés dans le plus grand désordre. Les mêmes agissements furent observés par M. Skreischowsky pour le *Pokrok*. Rudzicka était également caissier et gérant du *Pokrok*. Il est prouvé clairement, dit encore l'acte d'accusation, que dans ces deux publications c'était le même esprit qui travaillait d'après un plan mûri d'avance. Le procureur a terminé en déclarant que le crime de fraude de la part des deux accusés était suffisamment prouvé devant la loi.
(Correspondance générale.)

France.

(Corresp. part. du Journal de St-Petersbourg.)

Paris, 17 février.

La quinzaine qui vient de s'écouler, insignifiante en apparence, comptera néanmoins parmi les plus importantes que notre pays ait traversées depuis la pacification de la France. Nous en sommes encore, malheureusement, à reprendre les questions primordiales par la base, et la constitution même des pouvoirs publics n'a pas réussi, jusqu'à ce jour, à trouver chez nous une solution acceptée de tous. Nous reprenons à chaque révolution l'édifice à ses fondements, et cette fois-ci, ni l'Assemblée ni le pouvoir exécutif ne sont prêts de régler d'une manière quelconque l'avenir du pays. C'est un spectacle affligeant et singulier, à la fois, que celui de cette Assemblée qui aurait à préparer les lois les plus nécessaires, que cette société qui voudrait s'occuper de ses affaires et s'en remettre uniquement à l'homme d'Etat qui personnifie pour elle l'ordre et le patriotisme, entravées dans leur œuvre de régénération, et appelées à résoudre pour la seconde fois une question, pour ainsi dire insoluble. Le dernier mot, en effet, de tant de discussions interminables, on s'agit d'un problème que l'on ne peut résoudre une fois pour toutes, c'est l'impasse générale : impuissance de tous les partis dès qu'ils veulent fonder un gouvernement quelconque, impuissance de la gauche à associer la république, comme de la droite à fonder une monarchie, impuissance de tout le monde, jusqu'à un jour où le pays, consulté directement, fera pencher la balance d'un côté ou d'un autre.

Et pourtant, on avait espéré une conciliation, sur laquelle les personnes bien informées comptaient peu, mais qui était si nécessaire au pays que l'on voulait y croire, malgré tous les symptômes contraires ; on oublie les gens à arrière-pensées, et les théoriciens passionnés qui conduisent la politique sans tenir compte des nécessités du moment. M. Thiers avait fait ressortir, avec la clarté et le bon sens qui caractérisent son esprit, les puérilités et les impossibilités que contenait le projet de la commission des Trente ; cependant, sur bien des points il avait préféré accepter le cérémonial gênant qu'on lui imposait, ce qu'il engageait une lutte. Il avait fait, comme il l'a très bien dit, « un véritable sacrifice de logique et de sérieux. » De la part d'un homme d'Etat qui se considère lui-même comme son premier ministre, de telles concessions personnelles indiquent que M. Thiers se réservait pour des questions plus importantes. En effet, le débat a grandi tout à coup, et s'est élevé, par les propositions de M. Dufaure,

tionale aucun de ses pouvoirs et ne soit nommé qu'au moment où la Chambre actuelle se sépare.

C'est la troisième proposition de M. Dufaure qui a causé une rupture formelle entre la commission et le chef du pouvoir exécutif. Régler à bref délai la question du pouvoir intérimaire a paru, à la majorité de la commission, annoncer la dissolution de l'Assemblée par voie de sommation ministérielle, « sonner un glas funèbre », ainsi que le disait un de ses membres. C'est donc cette expression à bref délai qui a été saisie par la commission des Trente comme un prétexte pour refuser de prendre en considération la troisième proposition de M. Dufaure. Elle a repoussé sans examen sérieux, mais à une grande majorité, la formation de ce pouvoir intérimaire où elle voyait un signe précurseur de la dissolution qui épouvante la droite, et contre laquelle elle résistera de toutes ses forces. Et pourtant, quel grand pas a jamais abandonné aux hasards des événements la transmission régulière du pouvoir ? Mais c'est ici que les ambitions de la droite et celles de la gauche viennent se heurter violemment. Chacun des deux côtés de l'Assemblée veut tenir entre ses mains ce pouvoir intérimaire et en disposer selon les intérêts qu'il représente ; chacun a la prétention de faire les élections et veut, à ce moment solennel, créer une administration à son image, peut-être même constituer des commissions électorales où l'élément militaire aurait une part ; chacun veut poser au pays la question suprême afin d'en avoir la réponse qu'il souhaite.

Si l'Assemblée Nationale se sentait le pouvoir de constituer un gouvernement, comme elle en a le droit, si elle espérait, à un jour donné, réunir sur un nom ou sur un drapeau une majorité considérable, elle ne serait sans doute pas aussi inquiète des élections futures. Mais chaque parti sent son impuissance et veut se réserver de poser l'appel au pays. Il se bat donc peu sage de croire à l'accord de M. Thiers et de la droite sur ce point. Le côté le plus attristant d'une lutte qui va précéder pour tous les esprits, est qu'elle a déjà eu lieu au mois de novembre, presque dans les mêmes termes, et qu'il n'y a pas de raison pour que ce soit la dernière fois qu'elle s'engage. M. Thiers aura sans doute la majorité ; le vote nominatif et la crainte des électeurs mettent une grande différence entre ce qui se décide en pleine Assemblée et le vote secret dans les commissions. Mais il est à craindre que cette majorité ne soit encore que d'une trentaine de voix, et, en supposant que la droite soit vaincue et entravée dans ses projets, M. Thiers ne saurait, avec une aussi faible majorité, fonder rien de durable. On ne peut, dans de telles conditions, gouverner qu'au jour le jour. Le choix de M. le duc de Broglie, nommé rapporteur de cette loi, nous indique que la lutte devant l'Assemblée sera vive et profonde, malgré la courtoisie de la forme. Il faut nous attendre à revoir ces séances dont le public attend anxieusement l'issue, et où quelques voix que le hasard jette parfois d'un côté ou d'un autre décident des questions les plus importantes. Aussi y a-t-il à la fois inquiétude et lassitude dans l'opinion publique. M. Thiers est soutenu par la masse libérale de la nation ; car chez nous un homme l'emporte toujours sur une Assemblée souveraine, facilement impulsive. Mais on se passionnerait bien davantage, si l'on était sûr que cette grave discussion doit régler définitivement la forme du gouvernement de la France. La lassitude est un symptôme dangereux, et la majorité fera bien d'en tenir compte.

Pour n'omettre aucune des chances qui resteraient encore de cette conciliation si obstinément espérée, il faut mentionner un bruit répandu dans quelques groupes de l'Assemblée. On pense que M. Thiers se contenterait de voir l'art. 3 de la proposition de M. Dufaure figurer dans le rapport de M. le duc de Broglie, sans faire partie du dispositif de la loi. Mais une telle concession, qui réduirait à néant la politique même du message, est peu conforme à la ligne de conduite suivie jusqu'ici par le chef de l'Etat. Il a trop prouvé qu'il ne voulait pas seulement du pouvoir la vaine apparence. Aussi croit-on plus généralement que M. Dufaure défendra ses propositions. Seulement il faut songer que M. Thiers ne pourra guère prêter le secours de sa grande éloquence à la discussion relative à la transmission des pouvoirs publics, parce qu'il aurait trop l'air de plaider une cause personnelle. Quant aux propositions qui concernent la loi électorale et la formation de la seconde Chambre, elles sont peu sympathiques à la gauche. Il y a là une situation difficile pour le chef de l'Etat.

Un des plus curieux symptômes de l'impossibilité qu'a le parti clérical de se soumettre aux faits accomplis et aux exigences de la politique moderne est cette campagne de plus de soixante évêques en faveur des corporations religieuses de Rome. Se refusant sans doute à admettre l'indépendance du royaume d'Italie au même titre que celle de toute autre puissance, ils demandaient à M. Thiers d'intervenir en faveur de ces maisons ecclésiastiques. M. Thiers a fait la seule réponse possible, savoir que dans un royaume constitutionnel, comme l'Italie, la chose dépend du Parlement. Le roi Victor-Emmanuel n'y peut rien ; que peut y faire le président de la République française ?

L'affaire débattue le 1^{er} février entre M. Challemeil-Lacour et M. de Carayon-Latour au sujet de la pièce annotée par l'ancien préfet de Lyon ne s'est pas éteinte par le télégramme que le général de Bressolles a envoyé d'Alger. M. Challemeil disait que le rapport sur lequel il était accusé d'avoir donné l'ordre de « fusiller ces gens-là » pouvait bien justifier ce procédé sommaire ; M. de Carayon se vantait d'avoir fait enlever le drapeau rouge. Or, le général de Bressolles déclare que c'est lui qui fit enlever le drapeau et qu'il n'a reçu aucun rapport contre M. de Carayon-Latour. Dans un pareil état de choses, l'accusation et la justification sont également incompréhensibles. Tout cela prouve seulement que la gravité des événements et le trouble général des esprits ont été si grands en France, à la fin de la guerre de 1870, que l'on a pu ainsi se vanter d'un acte que l'on n'a pas fait, et se justifier sincèrement d'un crime que l'on n'a pas commis. La réalité ne signifie plus rien, tout devient possible en des temps aussi tragiques. (1)

(1) L'incident mentionné par notre correspondant est revenu à l'Assemblée Nationale dans sa séance du 17, dont le correspondant ne pouvait encore avoir connaissance au moment où il écrivait. M. de Carayon-Latour a

Une récente circulaire de M. J. Simon a prouvé combien ce ministre saurait, s'il le pouvait, frapper juste et fort dans tout ce qui tient aux questions cléricales. L'habile ministre des cultes, sur peut-être d'avance de la réponse qu'il recevrait, a consulté les évêques sur l'opportunité qu'il y aurait à donner à la situation du clergé inférieur une dignité et une sécurité qu'elle n'a pas. Les évêques, comme s'ils s'étaient entendus, répondent tous qu'il n'y a rien à faire, que leur clergé est parfaitement satisfait. Là est le nœud de toutes les questions ecclésiastiques. Un ministre des cultes, vraiment au courant de l'état du clergé, pourrait, en prenant contre l'omnipotence épiscopale la défense des desservants, enlever à l'Eglise catholique ce qui fait son danger pour l'Etat, je veux dire l'excès de discipline et de subordination qui, comme disait M. de Bonnechose, en fait un véritable régime. Mais il y a sans le dire que le temps présent est aussi peu propice que possible à de telles mesures. Pour faire réussir des parties demandant autant de suite, il faut un gouvernement fort et sûr de son avenir.

Les affaires d'Espagne préoccupent beaucoup le parti républicain, qui paraît voir dans l'établissement de la république espagnole un triomphe pour ses idées. On ne fut jamais plus naïf. Cet incident, au contraire, pourra être très-funeste à la république française. Il est triste de trouver des imitateurs chez une nation qui ne brille pas précisément par le bon sens et l'esprit politique. Ceux qui connaissent l'Espagne sont persuadés que la république y tournera au plus mal et hâtera la décomposition de ce pays. Ce mauvais succès de l'expérience républicaine sera sûrement exploité, et il ne manquera pas de personnes pour montrer, dans l'anarchie du pays voisin, l'avenir qui nous attend. Une telle induction sera définitive, car l'Espagne et la France se ressemblent bien peu ; mais elle sera faite. Ajoutons que dans la grande lutte où se sont engagées la maison de Bourbon et la maison de Savoie, l'abdication du roi Amédée est une victoire pour la première, et, pour la seconde, un fâcheux précédent. On dit M. Thiers très-occupé de ces événements. Il craint qu'on n'y voie un effet de la propagande indirecte exercée par l'existence de la république en France, et que l'Europe monarchique ne prenne ombrage de ce qu'une telle imitation peut avoir de contagieux. Il ne semble pas cependant que cette appréhension soit fondée ; l'exemple donné par la Péninsule ibérique ne sera probablement pas de nature à tenter beaucoup les autres nations européennes, et l'on peut croire, au contraire, que les défenseurs du principe monarchique y trouveront plus d'un argument.

C. R.

L'arrêté suivant a été affiché le 15 février à Toulouse :

- « PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE.
- « Le préfet de la Haute-Garonne,
- « Vu la loi des 13-21 novembre et 3 décembre 1849 ;
- « Vu l'art. 3 de la convention internationale du 7 janvier 1862 ;
- « Vu les instructions ministérielles ;
- « Arrête :
- « Art. 1^{er}. Il est interdit à tout sujet espagnol non résidant dans la Haute-Garonne, même lorsqu'il sera porteur d'un titre régulier de voyage, de séjourner dans l'étendue du département à moins d'en avoir obtenu l'autorisation.
- « Cette autorisation fera l'objet d'un permis de séjour délivré à la préfecture pour l'arrondissement de Toulouse, et aux sous-préfectures pour les autres arrondissements.
- « Art. 2. Tout sujet espagnol qui, dans les quarante-huit heures de son arrivée dans le département ou de la publication du présent arrêté, ne se sera pas muni du permis de séjour ci-dessus indiqué, sera mis en état d'arrestation pour être renvoyé dans un lieu d'internement obligatoire ou expulsé du territoire français, suivant les cas.
- « Art. 3. MM. les sous-préfets, maires, commandants de gendarmerie et commissaires de police sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, à la diligence de MM. les maires, dans toutes les communes du département.
- « Toulouse, le 8 février 1873.
- « Le préfet de la Haute-Garonne,
- « CH. FERRY.

— Un des correspondants du *New-York Herald* prétend avoir eu avec M. Gambetta un long entretien, dont voici l'analyse. Cet entretien, ainsi qu'on le verra, est antérieur à la mort de Napoléon III :

« M. Gambetta commence par exprimer une confiance, et surtout un enthousiasme sincère, dans la permanence des institutions républicaines, qui, dans son opinion, n'ont jamais, à aucune époque de l'histoire, eu devant elles une telle lecture d'une lettre du général Bressolles dont voici les principaux passages :

« Mon cher commandant,

« J'ai reçu une dépêche d'un de mes anciens aides de camp, je lui réponds :

« Drapeau rouge enlevé par mon ordre, aucun rapport contre Carayon... »

« A une seconde dépêche plus insistante, je réponds :

« Difficile à comprendre sur dépêche, aucun ordre écrit ou verbal contre Carayon... »

« La lecture de ces télégrammes m'avait fait croire qu'on avait dit que j'avais adressé un rapport contre vous à M. Challemeil-Lacour, sur lequel il m'avait ordonné de vous faire fusiller.

« Cela avait dérangé toutes mes idées, d'autant que le drapeau rouge enlevé était dans ma pensée celui enlevé par mes ordres près de Sathonay.

« Après avoir lu le *Journal officiel*, mes souvenirs sont revenus, et je ne puis que confirmer absolument votre récit. (Exclamations.)

« Je ne puis préciser au juste le texte du rapport du maire de Venissieux ; mais je puis dire que s'il avait relaté des faits graves, je les aurais déferés à la justice militaire.

« Je ne pouvais d'ailleurs prendre au sérieux cette annotation qui avait certainement dépassé la pensée de M. Challemeil-Lacour ; mais annotation bien dangereuse si elle était tombée, comme le disait M. Raoul Duval, entre les mains d'un général étranger.

« Quant à la pièce, l'annotation m'aurait empêché de la classer dans les archives ; elle aura suivi au panier tant d'autres rapports dirigés contre ces pauvres mobiles, pour lesquels j'ai été sévère mais que j'ai beaucoup fait travailler, que j'ai beaucoup regrettés.

« Après des explications de M. Challemeil-Lacour et de plusieurs autres députés, un ordre du jour motivé a été proposé par quelques membres de la droite, mais il a été écarté sur l'observation de M. Jules Favre qu'un pareil ordre du jour ne pouvait être voté, d'après le règlement, qu'à la suite d'une interpellation. Cet incident a occupé à peu près toute la séance.

perspective aussi favorable. De toutes les parties du pays viennent quotidiennement des informations attestant que l'esprit républicain s'infilte et pénètre lentement, mais sûrement, jusqu'au fond des régions auxquelles il était resté absolument étranger jusqu'ici. La Vendée, par exemple, et dans les Pyrénées, où les idées monarchiques étaient le plus solidement implantées.

« La droite de l'Assemblée est parfaitement consciente de ce mouvement ; mais elle est impuissante à l'arrêter, ce qui ne l'empêche pas de tenter un effort désespéré pour renverser le gouvernement de M. Thiers ; mais cet effort sera le dernier, et amènera infailliblement, fatalement, la dissolution de l'Assemblée. Cette solution, ou plutôt cette dissolution peut être prévue pour une époque qui ne s'éloignera pas du mois de mai, époque à laquelle les Français auront reçu leur quatrième milliard, et recevront en outre des garanties suffisantes pour le cinquième. L'Allemagne alors n'aura aucun intérêt à intervenir, et il n'y aura aucune raison d'ailleurs pour qu'il y ait une action générale amène aucune perturbation dans le pays. Il suffira alors à M. Thiers de vouloir la dissolution et de faire entendre sa volonté pour qu'elle soit obéie, car les monarchistes sont incapables de gouverner la France pendant huit jours ; ils le savent et ils ne sont pas assez courageux ni assez fous pour vouloir tenter l'aventure.

« Quant à l'armée, à qui l'on s'est plu à attribuer un esprit de réaction, et dont on veut faire une menace, c'est là un fantôme sur lequel il suffit de souffler pour qu'il s'évanouisse. Les soldats sont une émanation directe de la nation, et quant aux officiers supérieurs, il n'en est pas un qui soit un homme politique, un homme d'initiative, et encore moins un homme de révolution ; ce sont des hommes de guerre, rien de plus, rien de moins, et il faudrait un changement radical dans l'esprit, dans les mœurs, dans la constitution physique et dans le caractère moral de l'armée pour qu'elle pût être redoutée comme formant, à un titre quelconque, un Etat dans l'Etat.

« La mort éventuelle de Napoléon ne changerait rien à la situation ; elle ne pourrait, dans tous les cas, que ramener au républicanisme quelques membres arrêtés de l'ex-parti bonapartiste, car il y a encore des gens fâchés à des attaches d'honneur qu'ils ne croient pas rompues par les désastres de l'empire. Mais l'empereur mort, ils se considéreraient comme dégradés ; et quant au prince impérial, il n'est d'aucune conséquence politique ; la France ne consentira jamais à être gouvernée par un enfant.

« Revenant à la propagation des idées républicaines, M. Gambetta insiste sur ce point qu'il s'est opéré récemment un grand changement en France. N'importe encore les paysans, n'ayant d'autres instructeurs et d'autres guides politiques que les curés et les maires, ces derniers émanant de la préfecture, étaient habitués à considérer l'empire comme la seule barrière entre eux et la ruine ; ils se souciaient fort peu, au fond, de la forme du gouvernement, et ils n'avaient d'estime que pour l'administration, en qui seule ils croyaient trouver la protection qui réclamait leurs intérêts. Mais depuis le paysan a appris, non sans surprise, que république ne veut pas dire destruction, que les républicains ne sont pas les ennemis de l'espèce humaine, et que la fin du monde n'est pas arrivée avec la chute de l'empire.

« Il voit que la France peut se gouverner elle-même, qu'ils n'en vendent pas moins leurs doctrines, que la commune n'est pas moins bien administrée pour être administrée par des gens qu'il choisit et qu'il estime, et il commence à comprendre que la commune se trouvant bien du *self-government*, il pourrait bien se faire que la France n'ait pas à s'en repentir davantage. C'est là ce qu'il veut dire M. Gambetta dans son fameux discours de La Ferté-sous-Jouarre, quand il a parlé de l'avènement au pouvoir d'une nouvelle couche sociale, mot dont les ennemis de la république ont fait tant de bruit, en lui attribuant un sens de désordre et d'anarchie.

« M. Gambetta ne pense pas que, comme on est porté à le croire, la loi militaire, qui rend le service obligatoire, ait une influence fâcheuse sur l'esprit des paysans. Sans doute ils trouveront dur de ne pouvoir soustraire leurs fils à l'impôt du sang au prix d'un ancien sacrifice ; mais le paysan a le jugement droit, et il se résignera à la loi, si la loi est réellement la loi de tous, et s'il ne la voit pas ébranler par des privilèges. Il sera au contraire frappé de la justice du devoir qui lui sera imposé, quand il verra que le fils du riche, le fils du château, sera soumis comme le fils de la chaumière, et dans ce rapprochement il reconnaîtra avec respect la justification de la loi et la consécration du droit.

« Ici se place la question dominante de la constitution qui conviendrait à la France. M. Gambetta n'a pas cherché à éluder le dilemme, et a exposé franchement ses théories sur les points principaux de l'organisation politique.

« M. Gambetta admet, réclame même absolument un président, le tempérament de la France exigeant qu'elle ait à sa tête un pouvoir exécutif fort et indivisible ; le président devrait être nommé pour quatre ou cinq ans par l'Assemblée, et non par le suffrage universel direct. Il y aurait, en outre, un grand conseil d'Etat, et un Sénat dont la moitié serait nommée par l'Assemblée et le reste par l'exécutif.

« L'Assemblée elle-même serait beaucoup moins nombreuse qu'elle ne l'est aujourd'hui, 400 membres seraient suffisants pour représenter convenablement toute la France et toutes les opinions, et il y aurait moins de chances de divisions que n'en présente le nombre actuel de 720 membres. Le Sénat aurait dans ses attributions, comme en Amérique, le contrôle et la confirmation des hauts emplois politiques à l'intérieur et à l'étranger, et la magistrature ne serait pas élective.

« L'entretien s'est terminé par un échange d'observations sur la Commune. Ces observations sont assez caractéristiques pour mériter d'être reproduites littéralement ; aussi bien elles forment la conclusion du long document que nous analysons, et formeront également la conclusion de cet article.

« Les communs, a dit M. Gambetta, m'ont fait la guerre quand j'étais au pouvoir. Pendant la guerre ils ont fait des démonstrations et commencé des révoltes à Marseille et à Lyon. Mais, en dépit des embarras qui pèsent sur la France et qui rendaient toute administration difficile, le gouvernement en est venu à bout. Si la responsabilité ne revenait, je prendrais mes précautions. Vous savez naturellement que je suis détesté par la Commune. Je le sais aussi parfaitement. Si elle revenait au pouvoir elle me fusillerait. J'étais en Espagne pendant la Commune, et je suis sûr que si j'étais revenu j'aurais été fusillé avec beaucoup plus d'empressement et avec beaucoup plus de satisfaction que l'archevêque de Paris. Ils ont cette absurde et étonnante idée que je suis un déserteur de leur cause.

« Comme je l'ai dit, et comme le démontrent tous mes discours et tous les actes de ma vie, je suis un conservateur. Et cependant, les communs m'appellent déserteur, tandis que de leur côté les réactionnaires français me regardent comme un ennemi de tout ordre et de toute société. Quand j'ai dit, par exemple, qu'il

n'y avait pas de questions civiles en France, que la France avait besoin d'un changement politique et non social, j'ai mis les communs en rage. Maintenant ce que j'ai voulu dire dans cette phrase tant discutée, c'est que, avec une réorganisation politique de la France, tout le reste viendrait naturellement. Et cependant, les socialistes me haïssent pour avoir dit cela. Je veux l'ordre et la paix, et je n'ai aucun goût pour le désordre et le chaos. »

« Une importante arrestation vient d'être opérée par les soins de la préfecture de police ; c'est celle du nommé E.-L. Clément, qui, pendant l'insurrection, a été successivement membre du comité central de la garde nationale, membre de la Commune et délégué, pendant quelques jours, à la sûreté générale.

L'histoire de cet homme est fort curieuse. Autrefois simple ouvrier cordonnier, très habile et très rangé, il est, vers la fin de l'empire, le maître d'acquiescer parmi les ouvriers et dans les clubs une popularité qui, croissant de jour en jour, l'amena, par la suite des événements, à l'importante position qu'il occupait parmi les insurgés. Clément, qui n'a d'ailleurs peu marqué parmi les hommes de la Commune, ne put prendre part aux atrocités des derniers jours de l'insurrection. Dès le 19 mai, il était arrêté et écroué au dépôt par ordre de ses collègues, qui avaient acquis la preuve qu'il avait, en 1862, offert des services plus que dévoués au gouvernement impérial (voir l'*Officiel de la Commune* du 24 mai).

Lors de l'incendie du dépôt et de la préfecture de police, il réussit à s'évader avec les autres captifs et à se réfugier en Angleterre. Il n'en revint seulement dans le courant de 1872, sans se douter qu'il avait été condamné à mort, par contumace, par le 3^e conseil de guerre. Il réussit à se placer comme concierge, rue de Rivoli, sous le pseudonyme de N..., et grâce aux modifications qu'il avait apportées dans sa physionomie, il vivait dans la sécurité la plus complète.

Cette situation si avantageuse se serait sans doute prolongée indéfiniment, si hier matin des agents ne s'étaient présentés chez le soi-disant N..., au moment où il se faisait tranquillement la barbe. En se voyant découvert et en apprenant le jugement rendu contre lui, Clément fut pris d'une telle émotion qu'il laissa tomber son rasoir et se rendit sans faire aucune résistance. Il a été immédiatement écroué au dépôt et mis à la disposition de l'autorité compétente.

Au moment de son arrestation, Clément craignait depuis plusieurs jours d'être découvert et se disposait à partir très-prochainement ; il avait même préparé un billet qu'on a trouvé dans sa poche, et qu'il se proposait sans doute de faire insérer dans quelque journal. Ce billet, écrit au crayon, contenait à peu près ceci : « Le citoyen E. L. Clément s'empresse de faire connaître à M. le préfet de police qu'il a quitté Paris le... du courant, et qu'il est heureusement arrivé à l'étranger. »

(Gazette des Tribunaux.)

Grande-Bretagne.

Londres, 17 février. — *Chambre des Lords.* — Lord Granville, répondant à M. Carnarvon, déclare qu'il a reçu une lettre du vicar à Nopton sur la mauvaise situation de quelques émigrés au Canada et au Brésil.

Une copie de la lettre a été envoyée au ministre d'Angleterre à Rio afin de faire un enquête, dans le but de rechercher si les faits sont confirmés et d'inviter le gouvernement brésilien à y porter remède.

Danemark.

Le ministère danois prépare un projet de loi ayant pour but d'interdire aux fonctionnaires publics de participer à des entreprises par actions comme fondateurs ou administrateurs.

Suède et Norvège.

S. M. la reine Sophie de Suède et Norvège n'accompagna pas le roi Oscar à Christiania, ayant été retenue à Stockholm auprès du jeune prince royal Gustave, qui s'était blessé à la jambe. L'état du prince s'étant amélioré, Sa Majesté a rejoint le roi, et à son arrivée à Christiania elle a été reçue par les habitants avec beaucoup d'enthousiasme. Toutes les rues où elle passait à côté du roi, qui était allé au devant d'elle à la gare, étaient brillamment illuminées, et une foule compacte acclamait le couple royal. Leurs Majestés doivent quitter Christiania le 26 février pour retourner à Stockholm.

— D'après les journaux de Stockholm, le comité auquel a été soumise la proposition du couronnement du roi et de la reine, a résolu à l'unanimité de ne plus s'en occuper, ne voulant pas proposer un rejet.

(Correspondance Scandinave.)

— Dans la seconde Chambre de Stockholm on vient d'ouvrir une souscription pour faire exécuter un buste de feu le roi Charles XV comme fondateur de la nouvelle Constitution suédoise. Ce buste sera placé dans la salle des délibérations.

— Le gouvernement norvégien vient de nommer une commission chargée de prendre en considération l'introduction du système métrique dans le pays. Cette question a été également débattue à Copenhague, où une grande réunion de négociants a unanimement voté une résolution en faveur du dit système, en y ajoutant le vœu que le gouvernement se mette en rapport avec les deux autres gouvernements Scandinaves pour accomplir cette réforme en même temps que l'émission de la monnaie d'or.

Italie.

Dans sa séance du 15 février, la Chambre des Députés a commencé la discussion du projet de loi portant suspension du paiement des impôts directs dans les communes atteintes par les dernières inondations.

Les honorables Mangili, Lovatelli, Mazzuchini, Minervini, le rapporteur, M. Seismit-Doda et le ministre des finances ont pris part aux débats. La discussion générale a été close et la discussion des articles a été renvoyée à demain.

Le président a donné lecture d'un ordre du jour exprimant au prince Amédée les félicitations de la Chambre à l'occasion de son retour en Italie. Cet ordre du jour, signé de députés appartenant à tous les partis, a été adopté à l'unanimité, au milieu de vifs applaudissements.

— Le *Times* du 5 février publie la correspondance suivante, datée de Rome, le 30 janvier :

« Les trente-huit brigands qui, d'après le rapport du ministre de la justice, restaient seuls le 31 octobre en état d'hostilité contre la société, se sont, paraît-il, multipliés depuis cette époque. En effet, des forces militaires considérables font de continuelles battues dans les districts, théâtres des sanglants exploits dont le récit nous arrive chaque jour.

« En Romagne, la situation n'est pas meilleure. La *Gazette de l'Emilie* annonçait, dans son numéro du 25 janvier, que des ouvriers en bâtiments, partis de Ravenne pour regagner leur domicile, avaient été arrêtés et dépouillés de leurs montres, de leur argent et de leurs habits par six individus armés de fusils et de pistolets.

« Le même jour, à Lugo, à Cotignola et à Villa-Nova, des crimes semblables ont été commis, et dans une rencontre entre les brigands et la police, un gendarme a trouvé la mort. Cet état de choses est peu rassurant.

« Nous apprenons de Naples que la cour de cassation prononcera lundi prochain sur l'appel fait par vingt-quatre brigands condamnés à mort par la cour d'assises de Polenza. Les pièces de ce procès sont extraordinairement volumineuses.

« Lundi dernier, la cour de cassation a rejeté, à l'unanimité, l'appel d'un jugement prononcé à Lanciano, et qui condamnait à mort neuf des accusés et vingt-cinq autres aux travaux forcés à perpétuité.

« Le procès de Lanciano avait duré deux mois et demi ; le rapport contenait trois cents pièces et le jury a siégé quatre jours et quatre nuits. En tenant compte de ces lenteurs, on comprend que les brigands ne font appel de la sentence rendue par les premiers juges qu'afin de profiter d'un incident grâce auquel ils pourraient échapper à un châtiment mérité.

« Le droit d'appel a d'énormes inconvénients ; nos lois criminelles ont besoin d'être modifiées ; heureusement, le ministre de la justice a appelé l'attention du Parlement sur ce sujet.

« Le brigandage n'est donc point supprimé, comme on aime à le dire et à le répéter. Il y a peu de temps, nous apprenions en effet qu'un détachement d'infanterie avait eu une rencontre, dans les montagnes de la Basilicate, avec une bande qu'on croit être celle de Capuccio. Les brigands laissent aux mains des soldats un homme, une jeune fille de Podola, des vivres et des vêtements. C'est la seconde rencontre qui a eu lieu, en moins d'un mois, dans ces montagnes. Aucune nouvelle de Manzi.

« Nous savons cependant que des troupes, commandées par le général Pallavicini, parcourent sans halte les bois et les montagnes. Une battue générale a eu lieu à Monte-Corvino ; la troupe se composait d'un bataillon de chasseurs, d'un régiment d'infanterie détaché de la garnison et d'un escadron de cavalerie, sans compter des détachements des principautés Citérieure et Ulérieure.

« Dernièrement, le journal *l'Italia militare* annonçait de Catanzaro que trois patrouilles de carabiniers et de gardes nationaux avaient attaqué la bande commandée par le brigand Scalise.

« Dans la lutte à été tué un individu qui appartenait à cette bande depuis peu. Les brigands ont été poursuivis avec ardeur. Leur dernier exploit est l'incendie d'une maison, dont le propriétaire avait refusé de donner l'argent qu'il possédait.

« Avant de quitter les ruines fumantes, ils ont détruit 200 pieds d'oliviers. Ces faits prouvent que le brigandage n'est point un mythe et que le gouvernement ne se fait point illusion.

« On nous dit que les environs de Postum sont calmes et tranquilles ; pourquoi, s'il en est ainsi, les journaux de la localité constatent-ils que le général Pallavicini a organisé des forces militaires afin de protéger et d'escorter les voyageurs étrangers ?

« Nous ne pouvons croire qu'un officier supérieur d'une aussi grande réputation ait pris des mesures que rien ne légitimait.

« Je n'ajoute, dit en terminant le correspondant du *Times*, qu'une médiocre créance aux assertions de la presse italienne ; mais je crois utile de livrer à la publicité les faits tels qu'ils sont. »

Suisse.

M. le landamann Augustin Keller d'Aarau, qui est un des principaux promoteurs de la réforme catholique en Suisse et a joué un rôle éminent aux congrès vatican-catholiques de Munich et de Cologne, — a rédigé un projet de nouvelle constitution diocésaine pour les Etats de l'évêché de Bâle. Le projet de M. Keller propose l'institution d'un diocèse national suisse, fondé sur des bases démocratiques et sans le concours de Rome, la démarcation précise du domaine civil et du domaine ecclésiastique, et la protection efficace des droits de l'Etat contre les empiètements de l'Eglise. Ce projet de convention a été soumis à une commission spéciale.

Espagne.

Voici la traduction de la dépêche adressée par M. Emilio Castelar, ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement républicain, aux agents diplomatiques de l'Espagne, pour leur notifier la renonciation du roi Amédée à la couronne et la proclamation de la république :

Excellence,

Les télégrammes adressés à Votre Excellence par ce ministère vous auront informé que l'Assemblée souveraine de la nation espagnole a proclamé comme forme définitive du gouvernement de l'Etat la forme républicaine. Cet acte n'est pas la révolution ; ce n'est pas le produit d'un stupor ni de l'étonnement, certainement non ; il est sorti de la conscience recueillie et de la volonté souveraine de deux Chambres qui, issues récemment du suffrage universel convoqué par l'autorité légitime et exercé en pleine paix, ont pu se persuader que tel était, dans les circonstances actuelles, des longitudes prévues, le sentiment national.

Tout en rendant pleine et entière justice aux sentiments de loyauté, aux institutions et à l'esprit constitutionnel du roi, il est juste de dire également qu'il n'a pas pu vaincre la répugnance innée de cette dignité et fière nation espagnole à l'égard de tout ce qui, de près ou de loin, a tort ou à raison, peut être considéré comme une tâche faite à son indépendance. Dans cette situation, le roi a dénoué le conflit d'une manière patriotique et élevée, en renonçant pour lui et pour ses successeurs à la couronne d'Espagne. Une fois son intention connue et sa renonciation divulguée, il n'y eut, dans l'opinion publique de tous les partis, qu'une seule idée : celle du besoin impérieux, incontestable et suprême, de substituer à la monarchie la forme républicaine.

Les Cortès de la nation espagnole, avec un patriotisme élevé, avec un sens politique dont il y a bien peu d'exemples, avec l'élevation d'idées naturelles à notre race, ont fait face à toutes les éventualités en formulant le vœu de l'opinion publique par l'établissement de la forme de gouvernement propre aux démocraties, la forme républicaine.

Aucune pression intérieure ni extérieure, aucune menace, aucun tumulte n'a influencé leurs délibérations. Le peuple tranquille, l'armée obéissante, toutes les autorités dans la paisible exercice de leurs fonctions, tous les pouvoirs jouissant de leurs pleins droits, il a été procédé librement et avec calme au vote des deux Chambres réunies en Assemblée Nationale. On a procédé ensuite à la nomination du gouvernement national, composé des représentants du peuple dont les noms sont déjà parvenus à la connaissance de Votre Excellence, et ce gouvernement, aussitôt réuni, a décidé d'employer toutes ses forces et toute son énergie à remplir le mandat de l'Assemblée et à maintenir à tout prix l'ordre public.

J'espère, en conséquence, que Votre Excellence, s'inspirant de ses lumières et de son patriotisme, fera savoir au gouvernement auprès

duquel elle est accréditée que la république est désormais la forme définitive de notre état politique, et que, pour la maintenir et l'enraciner, nous comptons sur le respect de la légalité dont le peuple espagnol a donné tant de preuves pendant les quatre dernières années du régime démocratique, autant que sur la fidélité de l'armée, qui est résolue à maintenir la nouvelle forme de gouvernement.

Votre Excellence s'efforcera de dissiper toute préoccupation et d'inculquer l'idée que cette république représente la volonté nationale et offre des garanties d'ordre public : tâche de démontrer son caractère pacifique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et tâche enfin de faire voir que notre patrie possède les vertus nécessaires aux peuples qui sont mûrs pour se gouverner eux-mêmes. Dissipez les fausses croyances qui pourraient régner au dehors sur l'attitude de l'armée ; de même que nous sommes résolus à maintenir et à améliorer son organisation, l'armée espagnole est décidée à maintenir notre autorité qui est légitime, étant issue de la pensée et de la volonté du notre peuple.

Veuillez donner lecture et laisser copie à M. le ministre des affaires étrangères.

Dieu, etc.

Madrid, 12 février 1873.

Signé : EMILIO CASTELAR.

On sait que c'est sur une proposition signée de MM. Pi y Margall, Nicolao Salmeron, Francisco Salmeron, Lagunera, Figueras, Molini et Fernandez de la Cueva qu'a eu lieu le vote sur la forme du gouvernement, vote émis le 11 février.

M. Martos, le président actuel des Cortes, s'est rallié à la proposition et y a rallié tout son parti, le parti radical monarchique, dans les termes suivants :

Nous n'avons pas pris l'initiative de cette solution, mais nous l'avons autorisée par la signature de quelques radicaux. Pourquoi ? Parce qu'il incombait aux républicains de nous dire quand, à leurs yeux, était arrivé le moment de proclamer la république ; parce que c'était leur droit de prendre l'initiative sur ce point et de déclarer que les conditions de la société espagnole dans le moment actuel l'exigeaient ainsi. Nous considérons, nous radicaux, nous parti monarchique et dynastique, non point ce qui nous convient, mais ce qui importe le plus à la patrie, ce qu'elle a droit d'exiger de nous, comme parti, comme force sociale.

Nous venons donc ici, sans crainte de compromettre notre dignité, remplir un devoir, et nous sommes heureux que le parti républicain nous ouvre ses bras, nous en sommes heureux surtout pour le pays et pour la liberté. De toutes manières, du reste, nous aurions collaboré à son œuvre, parce que nous ne consultons que notre devoir devant la patrie. Je le dis donc, sans avoir pris l'initiative de la proposition, nous nous y rallions et nous la votons.

« conservateur. Vent-on me le donner ? »
« Impossible ! »
« Ce fut l'unique parole que laissèrent tomber les ministres. — C'est bien, ajouta le roi : « Laissez-moi, Messieurs, le chef du cabinet. — J'ai besoin de vous parler, » lui dit-il.
« Ce fut dans cet entretien que le fils du roi Victor-Emmanuel signa la résolution qu'il avait irrévocablement prise d'abdiquer la couronne. On sait le reste. »

Voici la fin de la réponse de M. Figueras au général Sicles :

« Nous possédons dans le Nouveau-Monde une partie intégrante du territoire espagnol une partie destinée à voir se réaliser, sous le drapeau espagnol, la communication entre les deux continents. Pour que les Antilles remplissent leur mission, pour qu'elles conservent le but civilisateur de notre nationalité, nous comptons sur l'énergie des Espagnols, sur la vertu de nos institutions, sur l'oubli de nos anciennes erreurs, sur l'opinion publique des Etats-Unis, qui exercent en Amérique une influence si grande et si méritée. Le nom illustre du général Sicles et la vive sympathie qu'il nous inspire augmentent nos espérances. »

Madrid, 16 février. — M. José de Oloaga, président du conseil d'Etat, fait publier dans la *Correspondencia* une note dans laquelle il reconnaît avoir rédigé l'acte d'abdication du roi Amédée.

Don Carlos est arrivé à Saint-Jean-de-Luz ; il s'est proclamé prétendant.

On annonce que le marquis de Bouillé et M. Castelar ont eu une longue conférence ; la reconnaissance de la république par la France est attendue prochainement.

L'envoi de troupes à Malaga est suspendu, la tranquillité étant rétablie dans cette ville. M. Castelar se propose de démontrer aux puissances étrangères que l'institution de la république en Espagne est due au sentiment national de répugnance pour l'ingérance étrangère.

Madrid, 17 février. — La *Gaceta* officielle annonce qu'une bande carliste a été battue dans la province de Burgos. La *Gaceta* publie plusieurs décrets abolissant le serment politique pour l'armée et rétablissant dans leurs grades et leurs honneurs les militaires qui n'avaient pas voulu prêter serment ; acceptant la démission du secrétaire du ministère de la guerre, et nommant le brigadier Gragera gouverneur militaire de Madrid.

« La *World* publie les nouvelles suivantes :
« Havane, 26 janvier. — La question financière est celle qui absorbe le plus en ce moment l'attention publique. Un blâme universel est infligé à la Banque d'Espagne, surtout à propos du dividende que vient de déclarer cette institution monétaire à ses actionnaires et qui s'élève à 17 0/0, lorsqu'elle souffre que son papier-monnaie offre à ses porteurs une perte de 23 0/0. On est beaucoup plus inquiet de la condition financière du pays qu'on ne l'est de la mesure d'abolition de l'esclavage ou de l'insurrection.

« Un meeting fort nombreux de propriétaires d'esclaves a été tenu ce soir au Casino espagnol. Des discours y ont été prononcés dans lesquels les opinions ont été diversement exprimées sur la question de l'esclavage, et plusieurs propositions ont été faites en faveur de l'abolition immédiate. L'idée prédominante a été favorable à l'affranchissement, à la condition que les affranchis s'engageront pour une période de huit à douze années à des prix variant de un dollar à cinq dollars par mois, les mêmes que les Chinois ont acceptés dans leurs contrats d'engagements.

« Le meeting a été levé sans que l'on ait rien adopté de définitif.

« Havane, 28 janvier. — Des télégrammes de source officielle espagnole sont arrivés annonçant que les généraux espagnols ont eu deux rencontres avec Ignacio Agramonte. La perte du côté des Espagnols a été de 8 hommes tués et 37 blessés. Du côté des Cubains elle aurait été de 37 hommes tués. Le nombre des blessés n'est pas connu. José Morcira, chef de cavalerie sous Agramonte, est au nombre des morts. »

Amérique.

Les avis de Buenos-Ayres du 14 janvier portent que, par suite d'un différend qui s'est produit entre le consul français au Paraguay, et le gouvernement de ce pays, le chargé d'affaires français à Buenos-Ayres a envoyé un steamer à l'Assomption pour inviter le consul à s'en-

barquer immédiatement et à venir à Buenos-Ayres afin d'attendre les instructions de M. de Rémusat. Le chargé d'affaires français auprès de la république Argentine a notifié aussi son intention de prendre des mesures immédiates pour protéger les intérêts français au Paraguay.

Asie.

JAPON. — Toutes les nouvelles du Japon signalent des réformes et des innovations. L'institution d'une Chambre des Seigneurs est résolue. Des personnages de haut rang en feront partie. Le mikado a créé un ordre analogue à celui du Bain, en Angleterre. Il se publie à Yokohama plusieurs journaux en langue japonaise et on y a fondé un club. Yokohama va être éclairé au gaz. Enfin, une exposition industrielle aura lieu l'année prochaine à Kioto. Il est aussi question de créer un journal japonais à Londres.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

PRUSSE. — La *Provincial-Correspondenz* annonce que les quatre hauts fonctionnaires judiciaires et administratifs qui feront partie de la commission d'enquête sur les concessions de chemins de fer ont été désignés au choix de Sa Majesté ; que leurs noms seront publiés très prochainement, et que la commission se réunira déjà dans le courant de la semaine actuelle.

ESPAGNE.

La circulaire suivante a été adressée aux gouverneurs civils de toutes les provinces de l'Espagne, par le ministre de l'intérieur :
« L'abdication du roi Amédée de Savoie ayant rendu le trône vacant, le Congrès et le Sénat, constitués en Cortes souveraines, ont repris tous les pouvoirs et proclamé la république.

« Les efforts de toutes les autorités ressortissant à ce ministère doivent tendre maintenant à consolider la république et à lui donner du prestige. La république s'est établie sans verser de sang, sans secousses et sans que l'ordre fût troublé. Il convient qu'on la maintienne sans troubles, pour que ceux qui la regardent comme la compagnie inséparable de l'anarchie aient de se démentir.

« *Ordre, Liberté, Justice*, telle est la devise de la république. On détournerait la république de son but, si l'on ne respectait et ne faisait respecter les droits de tous les citoyens, si l'on ne corrigeait d'une main ferme tous les abus, si l'on ne soumettait toutes les têtes au joug salutaire de la loi. On la détournerait également de son but si l'on ne laissait pleine et entière liberté de la pensée et de la conscience, si l'on violait le moindre des droits désignés au titre I^{er} de la Constitution de 1869. On ne détournerait pas moins la république de son but si, par faiblesse, on laissait sortir de la légalité l'un quelconque des partis qui divisent l'Espagne. Il convient de ne pas oublier que l'insurrection cesse d'être un droit des gens, le suffrage étant devenu universel, la liberté s'exerce sans condition, et la souveraineté du peuple n'étant plus limitée par l'autorité royale, toute idée peut se répandre et s'appliquer sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'emploi barbare des armes.

« Je compte que Votre Seigneurie, se pénétrant bien de ces idées, les prendra pour règle de conduite ; le ministre sous-signé y conformera scrupuleusement la sienne. Des Cortes constituantes se réuniront pour donner à la république une organisation et une forme. Que, dans les élections prochaines, les illégalités d'une autre époque ne se reproduisent pas ; qu'il n'y ait plus de ces contraintes, de ces violences, de ces fraudes, qui ont faussé tant d'autres élections ; que du moins celui qui s'en rendrait coupable ne reste point sans châtiement.

« La république, si la loi n'était pas profondément respectée, ne serait qu'une déception de plus pour la nation, et nous qui composons le pouvoir exécutif, nous ne pourrions tromper l'espoir de la nation, sans lui enlever sa dernière espérance.

« Madrid, 14 février 1873. — P. Y. MARGALL. »

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Paris, vendredi 21 février.

L'agio sur l'or a complètement disparu.

Le cours du change sur Londres est de 25 fr. 38 cent.

Lors de la décision sur le rapport Broglie, qui aura lieu la semaine prochaine à l'Assemblée Nationale, M. Thiers fera une communication sur l'état brillant des récentes négociations avec l'Allemagne au sujet du paiement du dernier milliard, et donnera un exposé de la situation financière de la France depuis la conclusion de la paix.

Autre dépêche.

Versailles, vendredi 21 février.

A la suite de la décision des Trente, il s'est produit une scission entre la droite légitimiste et le centre droit orléaniste. On assure que les bandes carlistes augmentent dans toute l'Espagne.

Autre dépêche.

Berlin, vendredi 21 février.

La Chambre des Seigneurs a résolu à l'unanimité d'acquiescer à la proposition du message royal, d'envoyer deux de ses membres à la commission spéciale d'enquête sur les concessions des chemins de fer, et a élu à cet effet, presque unanimement, MM. de Tettau et le professeur Baumstark.

Quant aux quatre fonctionnaires à nommer par la couronne au sein de la commission d'enquête, on assure de bonne source que ce seront : MM. d'Achenbach, sous-secrétaire d'Etat au ministère des cultes, Herz, conseiller intime de justice, Körte, conseiller au *Kammergericht*, et Schomer, conseiller intime des finances.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG

du 9 (21) février.

La faible tendance du change a prévalu et la cote d'aujourd'hui présente une réduction notable. La plupart des banquiers se sont abstenus de tirer autrement qu'à 32 1/2 et quelques-uns seulement ont donné 32 1/16. Les preneurs se sont contentés de ce taux et on ne l'a pas dépassé. Le papier d'exportation s'est placé à 32 3/8.

L'Amsterdam a été offert à 164 et a fait 164 1/8, le Hambourg s'est traité à 276 1/2 et le Paris a clôturé à 347 1/2. Cette dernière valeur surtout a joui d'une vive demande, à cause de l'amélioration survenue dans la circulation fiduciaire de la France.

En général les affaires ont été assez considérables. En fonds publics, c'est toujours une stagnation complète qui règne. Les Lots ne s'achètent qu'à 152 1/2 et 154 3/8, et les vendeurs gardent l'expectative. Les Chemins russes se demandent en vain à 138 1/2 et les détenteurs veulent 139. Les autres chemins sont toujours délaissés.

Les billets de Banque n'ont pas varié, tandis que les Certificats de rachat et la Rente ont sensiblement gagné.

Les obligations des chemins de fer continuent à être très demandées, les Nicolas à 111 et les Consolidées de 1872 à 105 5/8. Le Crédit foncier a gagné encore 1/40/0 sur la dernière cote.

Les actions des banques persistent dans leur calme. Les Escompte et les Internationales ont joui d'une légère reprise.

L'argent en escompte est actuellement assez abondant : on a placé les premières signatures à 6 1/4 0/0. En même temps on fait 7-8 0/0 pour les prêts sur titres publics et actions.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. On donne pour Saxonka et Samarka à livrer en mai 13 r. 50 c. à 13 r. 60 c. et on demande de 14 r. à 14 1/2 r. ; livraison en juillet de 13 à 13 1/4 r. vendeurs pour froment de Sibérie et 12 r. 50 centes.

Seigle. Livrable en mai on offre 6 r. 75 c. à 6 r. 90 c. et on demande 7 1/4 r. ; en juin, 7 r. à 7 r. 10 c. vendeurs et 6 r. 60 c. acheteurs.

Avoine du poids de 6 pouds. Pour livraison en mai on demande 4 r. — à 4 r. 10 c. et on donne 3 r. 80 c. à 3 r. 85 c. ; pour juillet on a acheté 5,000 tch. à 3 r. 93 c. avec 3 r. d'arrhes et 3,000 tch. à 3 r. 90 c. avec les mêmes arrhes.

Graine de lin. Les prix n'ont pas varié. Le marché des céréales est très calme et presque sans affaires.

Suif. Pour disponible on demande de 49 r. à 49 1/2 r. et on offre 48 1/2 r. ; à livrer au

mois d'août 49 3/4, 50 r. vendeurs et 49 1/2 r. acheteurs.

Chambre. On a vendu 100 tonnes pour livraison en juillet à 35 1/2 r. avec 10 r. d'arrhes et 50 tonnes pour l'Allemagne à 36 r. avec 5 r. d'arrhes.

Fil de chambre. On a acheté 200 tonnes à 36 1/2 r.

Lin. Pour lin de Rjev 3^e qualité on demande 41 r. et on donne 39.

Etoupe de lin. A 35 r. vendeurs et à 33 r. acheteurs.

Colle de poisson. On a vendu feuille d'esturgeon 1^{re} qualité à 173 r. et de dauphin blanc à 132 r. le poud.

Esprit 40°. Le marché est sans affaires, au comptant à 70 c. vendeurs.

Huile de tournesol. On demande pour Saratow 6 r. 10 c. et pour Alexéiev 6 r.

Huile de chènevis. Le marché est plus faible au comptant, 4 r. 45 c. à 4 r. 50 ; pour livraison pendant les mois de juin et de juillet on a vendu ces jours-ci 160 barils à 4 r. 85 c. avec 30 c. d'arrhes ; à présent on demande 4 r. 80 c. et on donne 4 r. 75 c.

Péroile. Le marché est à la baisse, et on a acheté à 9 c. par archine disponible ; et 9 1/4 c. par vendeurs à terme.

Coton. On a vendu 500 balles de Pernam disponible à 12 r. 20 c.

Indigo. Vendu 94 caisses de Bengale de 118 r. à 130 r.

Pétrole. Acheté au comptant 100 baril à 3 r. 20 c. et 500 baril à 3 r. 15 c.

Houille. Disponible 23 c. et coke anglais 40 c. vendeurs.

Faits divers.

M. Eugène Chapus, dans le *Sport*, raconte une amusante histoire de petite ville :

« Dans beaucoup de villes secondaires de province, la glace est un luxe que les privilégiés seuls peuvent se permettre. On met un certain amour-propre à régaler de glace ses invités. Il arrive parfois à la maîtresse de la maison qui reçoit, de dire à ses intimes, comme une confidence, nous avons des glaces ce soir ; chut ! ce sera une surprise.

« On s'arrange pour que ceux qui n'étaient pas invités soient au courant de l'incident, pour qu'en se répète : « Savez-vous, les uns tels ont eu des glaces la nuit dernière ? »

« La semaine dernière, dans une petite ville que l'on peut appeler indifféremment Sainte-Foy, Bergerac, La Réole, Barbézieux ou Guéret, c'est tout un, il y a eu trois soirées successives, où les glaces ont joué leur rôle ; mais avec un accompagnement de circonstances qui montre l'esprit de rivalité dont s'animent les gens de province à l'égard les uns des autres.

« Dans la première soirée, les glaces furent servies par des domestiques vêtus de noir, cravatés et gantés de blanc. La chose fut événement ; mais on trouva que ce luxe était déplacé, on ridiculisa les amphitryons. Ceux qui s'en étaient le plus moqués donnèrent à leur tour une soirée, et afin de faire de la morale en action, ils décidèrent qu'il n'y aurait pas de domestiques à leur soirée, et que les rafraîchissements et les glaces seraient servis par eux-mêmes. Cela leur parut être d'une simplicité patriarcale et de bon goût, bien faite pour mystifier les autres. Mais Dieu sait s'ils furent à leur tour l'objet des sarcasmes de l'endroit.

« Comme il y a des gens qui persistent à croire à l'adage de *virtus in medio*, l'amphitryon de la troisième soirée ne trouva rien de mieux, pour éviter les fautes commises par ses deux devanciers, que de s'arranger avec le pâtissier de la ville, pour qu'il fit lui-même le service de ses salons ; de cette manière, il ne tomba rien dans le ridicule des uns, ni dans le ridicule des autres.

« Ce pâtissier, fabricant de petits-fours et de glaces, devint le fournisseur, non à forfait, mais sur le pied de la consommation qui se ferait, on peut dès lors juger du zèle intéressé qu'il mit à s'acquiescer de sa tâche. — Prenez donc, monsieur, prenez donc, madame, disait-il aux invités en les abordant, cette glace panachée est délicieuse ; celle-ci est dans le goût napolitain, cette autre est florentine. »

« Jamais salon de petite ville ne s'était vu à pareil régime. Si bien que ce fut ce malencontreux amphitryon, partisan du juste milieu, qui eut, à fin de compte, le plus à se plaindre des prodigalités de sa soirée et, bien entendu, sans échapper pour cela à la raillerie de ses amis et aux cancanes des autres. »

Cabinet de M. Louis Vlau

Chirurgien dentiste

Grande rue des Ecuries, n° 13, maison Weber.

Consultations de 10 à 5 heures.

ÉTABLISSEMENT HYDROPATHIQUE

des docteurs *Afanassiev* et *Waldenberg* avec une annexe pour traitement au moyen de l'électricité, de l'oxygène et de la pulvérisation. Troïtskié pérouk, n° 7.

Docteurs consultants : M. le professeur E. I. Bogomolov, diagnostic des maladies chirurgicales, les dimanches de midi à 1 h. ; le professeur J. V. Zabieline, thérapie des maladies, les jeudis de 3 à 4 h. ; M. le professeur M. M. Roudnev, diagnostic des maladies internes, les mardis de midi à 1 h. ; le professeur M. V. Florinski, diagnostic des maladies de femmes et d'enfants, les lundis de midi à 1 h.

Nous apprenons que M. Kercoff, ancien directeur de l'école réformée de Moscou, a l'intention de fonder un pensionnat en Finlande, dans sa propriété à 90 verstes de St-Petersbourg et à 15 de la station de Neutikien, spécialement destinée aux enfants faibles des grandes villes. La maison est sur une hauteur, le climat d'une salubrité reconnue, le lait à discrétion. Des maîtres spéciaux habiteront l'établissement ; un médecin y sera attaché. Les cours commenceront le 1^{er} juin 1873. Le prix de la pension complète est de 250 r. arg. par an.

Les parents qui désirent avoir de plus amples informations peuvent s'adresser, jusqu'au 1^{er} mars, au logement du directeur, à Saint-Petersbourg (Gorohovaya, y Kamennago mosta, dom n° 26, kuartir n° 15).

Spectacles

Du 10 février.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 3^e abon. 19^e repr. — Fenella, opéra en 5 actes. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Ein kleiner Dämon, Lustspiel in 3 Akten ; Die Schauspieler, Lustspiel in 1 Aufzuge ; Aennchen vom Hofe, Schwank mit Gesang in 1 Akt. — (7 Uhr.)

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

RÉPERTOIRE DE LA SEMAINE

Du 12 au 19 février.

LE MATIN.
GRAND THÉÂTRE. — Lundi 12. — Camargo, ballet. — Mardi 13. — Don-Quichotte, ballet. — Mercredi 14. — Die Götter, ballet. — Jeudi 15. — Camargo, ballet. — Vendredi 16. — Bénéfice de M^{lle} Vergine, La Fille de Pharon, ballet. — Samedi 17. — Konik-Gorbovok, ballet. — Dimanche 18. — Les 4^e, 5^e et 8^e tabl. de la 3^e acte du ballet Camargo ; le 1^{er} acte du ballet : Robert et Bertram.

THÉÂTRE MARIE. — Lundi 12. — Co crypennyk na stuyenky, com. ; Iropki, vod. — Mardi 13. — Dorf und Stadt, Schausp. — Aus Liebe zur Kunst, vand. — Mercredi 14. — Старый барин, com. ; Женить из золотого отшельника, com. ; Ямщик, vod. — Jeudi 15. — Die Götter, ballet ; Lustspiel. — Vendredi 16. — Испанский дворянин, com. ; Прежде маменька, com. ; сн. Горбунова. — Samedi 17. — Ein kleiner Dämon, Lustspiel ; Ein Stündchen auf dem Comptoir, vand. — Dimanche 18. — Старый барин, com. ; Это мой маленький калырик, com. ; сн. Горбунова.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Lundi 12. — Прекрасная Елена, op. ; Ночное, сн. — Mardi 13. — Изгнание, op. ; Homage, com. — Mercredi 14. — Тайный доктор, op. ; Дьявола-буквица, vod. — Jeudi 15. — Гибель фрегата Медуса, op. ; Сто тысяч, vod. — Vendredi 16. — Ревизор, com. ; Прекрасная Елена, op. — Samedi 17. — Гибель фрегата Медуса, драма ; Мать, vod. — Dimanche 18. — Прекрасная Елена, op. ; Привыкать надо, сн.

THÉÂTRE MICHEL. — Lundi 12. — Le Drame de la Rue de la Paix, com. ; La Tête de Carton, vand. ; Recette contre les belles-mères, vand. — Mardi 13. — Die Götter, ballet ; Les Mères terribles, com. — Mercredi 14. — Lady Tartuffe, com. ; Le Code des femmes, com. — Jeudi 15. — Le Capitaine Tit, com. ; Serment d'Honneur, com. — Vendredi 16. — Lady Tartuffe, com. ; Le Code des femmes, com. — Samedi 17. — L'Artiste 47, dr. des Sonnettes, com. ; Di-De-Di, com. ; Tricouche et Cacolet, com. ; le Camp des bourgeois, com. ; 86 moins un, vand.

LE SOIR.

GRAND THÉÂTRE. — Lundi 12. — Bénéfice de M^{lle} Patti. Le 2^e acte de Rigolotto ; le 1^{er} acte de Barbieri ; le 1^{er} tabl. du 2^e acte de Dinorah. — Mardi 13. — Traviata, opéra (M^{lle} Nilsson), 1^{re} abon. 20^e repr. — Mercredi 14. — Barbieri, opéra (M^{lle} Patti), 1^{re} abon. 20^e repr. — Jeudi 15. — Bénéfice de M^{lle} Nilsson. Faust, opéra. — Vendredi 16. — Ugonotti, op. (M^{lle} Mallingier et Duval). — Samedi 17. — Otello, opéra. — Dimanche 18. — Bénéfice de M^{lle} Naudin. Sonnambula, opéra (M^{lle} Patti).

THÉÂTRE MARIE. — Lundi 12. — Ложный оп. — Mardi 13. — Псковитянка, op. — Mercredi 14. — Бенефис. I. Палачека. Фауст, op. — Jeudi 15. — Псковитянка, op. — Vendredi 16. — Дон-Руан, op. — Samedi 17. — Бенефис. I-же Меллони. Рукава, op. — Dimanche 18. — Фра-Дьяволо, op.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Lundi 12. — La

белъ фрегата Медуса, тр. ; Пироманья на Песках, вод. — Mardi 13. — Дитя, др. ; Простушка, вод. — Mercredi 14. — Камарская старшая драма ; Несомненно знакомый, вод. — Jeudi 15. — Несомненно знакомый, вод. ; Сказка-Госпожа, com. ; Фочка, vod. — Vendredi 16. — Бенефис. I-же Жукова. 1-е а. ком. ; Виноград ; 2-е а. ком. ; Кострова ; 2-е а. ком. ; Зеленой остров ; Это мой маленький калырик, com. — Samedi 17. — Наслѣство зотопомятеника, com. ; Рокочево признание, com. ; Женить, vod. — Dimanche 18. — Ангел доброты и милосердия, ком. ; Это мой маленький калырик, com. ; Похороны въ Галерной гавани, сцена ; Замый вечеръ съ Итальянками, опера.

THÉÂTRE MICHEL. — Lundi 12. — Ein polnischer Jude, Schan. ; Die Tochter Belias, Lustp. — Mardi 13. — Mademoiselle de Belle-Isle, com. ; l'Avocat Gaudin, vand. ; les Filles de Barazin, com. ; Une femme modèle, vand. — Mercredi 14. — Aschenbrödel, Lustp. ; Vermischtes, vand. — Jeudi 15. — Mademoiselle de Belle-Isle, com. ; l'Avocat Gaudin, vand. ; les Filles de Barazin, com. ; Une femme modèle, vand. — Vendredi 16. — Bénéfice de M^{lle} Naptal. Fabienne, com. ; les Sonnettes, com. ; le Camp des bourgeois, com. ; 86 moins un, vand. — Samedi 17. — Le Centenaire, dr. ; le Wagon des docteurs, com. ; les Félons de Clairville, com. — Dimanche 18. — Les demoiselles de St-Cyr, com. ; Madame attend Monsieur, com. ; le Lot de Carton, vand. ; les Filles de Barazin, vand.

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com. en 1 acte. — (7 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

THÉÂTRE MICHEL. — Abonnement suspendu. — L'Artiste 47, drame en 5 actes et 6 tableaux ; les Mémoires de Richelieu, com

Судебныя объявления.

Мировой судья Житомирского судебного округа 1 участка, на основании 1239 ст. X. т. 1 ч. св. зак., извещает наследников умершей 20 апреля 1872 г. в г. Житомир дворянки Яковлевны Павловны Тютюрь предать по подлинному, на установленный 1241 ст. того же закона, наследственный права свои на оставшиеся по смерти умершей недвижимые движимые капиталы. 1896-2

ON demande des institutrices et bonnes russes, expérimentées. Appointements élevés. Aussi des Anglaises, des Suédoises, des Françaises. Comptoir anglais, r. des Ecuries, m. Bachmakow. 351

UNE JEUNE Française, nouvellement arrivée de Paris, désirerait trouver une place de lectrice. S'adresser au bureau du journal, librairie Mellier, sous les initiales V. B. 270

UN JEUNE HOMME FRANÇAIS désire avoir le logement et donner en échange des leçons de français. S'adr. au bureau du journal, lib. Mellier, pont de Police, aux init. J. H. P. 295

UN BON TENEUR DE LIVRES et correspondant connaissant parfaitement les langues anglaise, française, allemande et russe, ayant eu plusieurs années de pratique comme teneur de livres et correspondant dans une des premières maisons de commerce de St-Petersbourg, désire trouver une place. S'adresser Maximilianovsky pereoulok, maison Mertz, n° 3 et 5, logement n° 27. 355

LEÇONS PARTICULIÈRES D'ANGLAIS Grafton House, Richmond Hill, London.

Le directeur offre une maison distinguée et confortable aux messieurs qui veulent visiter l'Angleterre. Les meilleures références sont données et des prospectus sont envoyés. H. P. 30

A CÉDER pour cause de départ beau magasin propre à toute espèce de commerce au bel étage. S'adresser Grande Morskaja, maison Strauch, logement n° 6. 297

DRAGEES DE GELIS ET CONTE

Pilules de Gelis et Conté au lactate de fer, administrées d'après les prescriptions médicales, dans toutes les maladies, produites par l'épuisement des sucs vitaux et l'anémie. On est prié d'exiger sur chaque boîte la marque de l'inventeur. Paris, pharmacie Laboulaye, r. d'Aboukir, 99. En Russie, dans toutes les pharmacies de l'empire. On trouve également dans toutes les pharmacies les

DRAGEES D'ERGOTINE DE BONJEAN. Ces pilules servent à guérir les hémorrhagies.

M. Louis Pél, notaire, est cédé après une courte maladie, mercredi le 7 février, à 7 h. et demie du soir, à l'âge de 42 ans. Les amis du défunt sont priés de se rendre au service funèbre aura lieu lundi, 12 février, à 2 h. après-midi, à l'église réformée, Grande rue des Ecuries. 385

ON DEMANDE une première couturière (coupeuse). S'adresser perspective Nevsky, 50, près du pont de Kazan, log. B. 357

A VENDRE 374 deux paires de grands chevaux pour attelage anglais, à voir le matin jusqu'à midi et le soir de 4 à 6 h. L'écuyer, 43, demande le cocher Lakhov.

ORDAINE DU DOCTEUR JAMES SMITHSON

207 rue St-HONORE, PARIS

Pour ramener de suite aux Cheveux et à la Barbe leur couleur naturelle en toutes nuances.

Avec cette Teinture il n'est pas besoin de faver la tête ni d'appliquer des produits simples, résultat immédiat, ne tache pas la peau et ne nuit jamais à la santé. Se vend M. L. LEGRAND, parfumeur et chez les parfumeurs et coiffeurs de la Russie.

VICHY

Administration, Paris, 22, boulevard Montmartre.

GRANDE GRILLE. — Affections lymphatiques, maladies des voies digestives, engorgement du foie et de la rate, obstructions viscérales, calculs biliaires, etc.

HOPITAL. — Affections des voies digestives, pesanteur d'estomac, digestion difficile, insipescence gastrique, dyspepsie.

CELESTINS. — Affections des reins, de la vessie, gravelle, calculs urinaires, goutte, diabète, albuminurie.

HAUTERIVE. — Affections des reins, de la vessie, la gravelle, les calculs urinaires, la goutte, le diabète, l'albuminurie.

Exiger le nom de la source sur la capsule.

Les sources de Vichy, ci-dessus, se trouvent chez MM. Stoll et Schmidt, Société pharmaceutique commerciale russe, et M. G. Hauff, à St-Petersbourg. O. P. 339

LES SUISSES domiciliés à St-Petersbourg sont prévus que la fête annuelle de la colonie aura lieu au club allemand (pont Bleu), le dimanche 11 février, à 4 heures et demie du soir.

On peut se procurer des cartes au Magasin Suisse, Grande rue des Ecuries, chez MM. Wolff frères, pont de Police, et le soir de la fête, à l'entrée de la salle.

Le Comité.

Pour cause de départ immédiat, A VENDRE 1° une bonne voiture 2° un bon traineau avec couverture d'ours (entière); 3° un drojki avec capote; 4° une paire de bons et jeunes chevaux suédois (grande taille) même robe, propres à tout attelage; 5° harnais avec brouze en très bon état pour voiture et traîneau; 6° habits de cocher d'hiver et d'été, presque neufs, et de plus tous les accessoires d'écurie. Le tout ensemble pour 1475 r., on vendra aussi séparément, mais les personnes qui achèteront le tout, auront gratis, en cas de besoin, tout le local (r-mise, écurie et logement de cocher) jusqu'au 1er mai de cette année. Visible de midi à 4 h. Petite Sadovaya, m. n° 4, s'ad. au magasin de café à la vapeur ou bien au dvornik. 394

LE DOCTEUR BERGLIND a l'honneur d'annoncer au public qu'il ne dirige plus la gymnastique à l'établissement du Passage, mais qu'il a maintenant pris la direction de la gymnastique médicale et pédagogique à l'établissement situé au pavillon gauche du palais des Ingénieurs, qui est ouvert pour les hommes tous les jours de 8 à 11 h. du mat. et de 2 1/2 à 5 h. de l'après-midi et pour les dames de midi à 2 h. de l'après-midi. Entrée du côté du square. 393

En vente chez EMILE MELLIER, libraire de la Cour impériale, au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à St-Petersbourg.

LA DAME AUX RUBIS. Roman. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

DELIONY (Eugène). La Grande Dame et la Normande. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

ASSOLANT. Le docteur Judasson. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 50 c.

Mme BADRE DE V***. Marie Favrai. Histoire d'une jeune fille pauvre. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 50 c.

ERCKMANN (Jules). Claudine. Histoire d'un enfant naturel. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

BOISSONNAS (Mme). Une famille pendant la guerre 1870-71. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 50 c.

JULES VERNE. Le tour du monde en 80 jours. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 50 c.

MAX MULLER. Amour allemand. Souvenirs recueillis dans les notes d'un étranger. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

ASSOLANT. Scènes de la vie des Etats-Unis. 1 vol. in-12. Prix 1 r. 25 c.

GAUCKLER. Le beau et son histoire. 1 vol. in-12. Prix 90 c. (modifié).

N. B. Le port pour l'intérieur sera calculé selon le nouveau tarif de la poste.

UN ÉTRANGER 352 qui a achevé ses études universitaires à Vienne, s'est beaucoup occupé de l'éducation des enfants et est capable de les instruire dans toutes les branches de l'enseignement moyen, y compris les langues classiques, des sciences exactes et naturelles. S'adresser à M. Premern, maison Stenbock-Fermor, n° 52, quai Anglais, légation d'Autriche-Hongrie.

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL. Aujourd'hui samedi 10, février AU BÉNÉFICE de M. Tabor

aura lieu une GRANDE REPRÉSENTATION GALA

avec le concours de tous les artistes.

On commencera à 7 heures 1/2.

Des places comme à l'ordinaire.

Demain dimanche 11 février, représentation.

Le directeur Ch. Hinné.

PILULES DE BLANCARD

A Modure de fer inaltérable.

Approuvées en 1850 par l'Académie de médecine de Paris.

Adoptées en 1866 par le Formulaire officiel français, le Codex, etc.

Employées, selon l'ordonnance des Médecins, dans les affections scorbutiques et chlorotiques.

Comme preuve d'authenticité des véritables Pilules de Blancard, exiger notre cachet d'argent réactif et notre signature apposée au bas d'une étiquette verte.

Se trouvent dans toutes les bonnes pharmacies.

Blancard pharmacien 40, rue Bonaparte, Paris.

E. MELLIER, LIBRAIRE DE LA COUR IMPÉRIALE, au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à St-Petersbourg.

Abonnement pour 1873 JOURNAL DE LA JEUNESSE.

Nouveau recueil hebdomadaire pour les enfants de 10 à 15 ans. Publié par la librairie Hachette et C°, à Paris, et très richement illustré par les plus célèbres artistes.

Conditions et mode de la publication:

Le Journal de la jeunesse paraît une fois par semaine. Chaque numéro, imprimé sur deux colonnes avec papier velin, contient 16 pages de texte et de gravures et est protégé par une couverture. Chaque année la publication formera deux beaux volumes grand in-8°, très-richement illustrés.

Prix de l'abonnement pour un an: St-Petersbourg, 9 r.; pour l'intérieur, 11 r. 50 c. 317

CONSEILS AUX DAMES

PRODUITS SPÉCIAUX RECOMMANDÉS

INVENTEUR DE VIOLET PARFUMEUR BREVETÉ, PARIS DO SAVOIR ROYAL DE THIRIAC

CRÈME DE BEAUTÉ

A BASE DE GLYCÉRINE ET DE BISMUTH. — Fraîcheur, Velouté, Éclat du teint.

EXTRAITS TRIPLES D'ODEURS

PARFUMS POUR LE MOUCHOIR: Rose-Blanche—Ess-Bouquet—Foin-coupé Jockey-Club—Brises-de-Violettes, &c.

GLYCÉRINES PARFUMÉES

Indispensables pour conserver la santé, la beauté, la morbidesse de la peau

PASTILLES AMPROBIOQUES AU MASTIC DE CHIO

Hygiène, Fraîcheur, Suavité de l'haleine.

PARIS: 12, boulevard des Capucines (Rotonde du Grand-Hôtel). Pour éviter la contrefaçon, exiger la marque de fabrique: LA REINE DES ABEILLES.

St-PETERSBOURG C. WOHLBRUCK & C°, perspective Nevsky, n° 11.

EAU DENTIFRICE DU DOCTEUR PIERRE. PARIS. 8, place de l'Opéra. — 16, boulevard Montmartre. PARIS. 19 O. P.

SOIERIES LYONNAISES.

Le soussigné, représentant de plusieurs fabriques lyonnaises de premier ordre, dont il tient constamment un dépôt des mieux assortis, a l'honneur de prévenir que toutes les commandes confiées à ses soins seront effectuées dans le plus bref délai et sur échantillons.

Alfred Heinzelmann, Munich (Bavière).

PLUS DE CHEVEUX BLANCS SANS TEINTURE

POMMADE BLANCHE

EAU NEOGENE

DU DOCTEUR WILLIAM NORTH

pour rendre progressivement aux cheveux leur nuance primitive.

La pommade blanche ne tache pas la peau, calme les démangeaisons, en outre elle est très-agréable pour l'usage de la toilette. O. P. 391

Parfumerie Orientale, 3, rue Bergère, Paris.

GRAND HOTEL DE L'ATHÈNE

Paris, 45, rue de la Harpe.

(Près le Nouvel Opéra).

Nouvel hôtel. — Bains à chaque étage. — Salons de conversation et de lecture. — Fumoir. — Salle de billard. — Restaurant à la carte.

— ASCENSEUR —

(MACHINE A MONTER LES VOYAGEURS).

30 O. P. F. VAUTIER, directeur.

SIROP ET PATE DE NAFÉ DE DELANGRENIER DE PARIS

Contre la toux, les rhumes, la coqueluche et O. P. les irritations de poitrine. 308

Dépôts dans toutes les pharmacies de la Russie.

INVITATION.

Les anciens élèves de la pension du pasteur Murat sont invités à se réunir pour un dîner de camarades le 10 février, à cinq heures et demie.

On souscrit pour ce dîner à l'hôtel de France depuis le 1er février.

FLEUR MOUSSEUSE DE COGNAC du High-Life

BREVETÉ EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER.

Dépôt unique: 6, rue de Lafayette, près le Nouvel Opéra.

Rien n'est égal au délicieux arôme de ce produit, qui joint à la délicatesse de la fine Champagne vieille de Cognac dont il est extrait, la pétillante effervescence du médium vin de Champagne. Ce produit ne peut que gagner à être frappé et doit toujours se boire dans des flûtes ou demi-flûtes. — Se trouve à St-Petersbourg chez les frères Eliséeff. O. P. 29

EAU DE MBLISSE DES CARMES

Boyer, Rue Taranne, 14, Paris, seul successeur.

Se trouve à St-Petersbourg, chez Farge, perspective Nevsky, n° 3. — A Moscou, chez Lemercier, pont des Marchaux; chez Stolt et dans les principaux magasins de la Russie. O. P. 25

PAPIER WLINS!

Contre les rhumes, rhumatisme, douleurs.

Цена 1 франк 50 сента за коробку O. P. 50 листов. 23

ПРОДАЕТСЯ ВО ВСЕХЪ АПТЕКАХЪ РОССИИ.

AVIS.

Le 24 et le 28 février de l'année courante auront lieu au comptoir des théâtres de St-Petersbourg l'enchère et la surenchère en vue de l'affermage, pour une durée de cinq années, du droit d'imprimer les affiches de théâtre et les annonces de spectacles publics, etc... Les personnes qui désirent prendre part aux enchères sont invitées à se présenter aux jours ci-dessus indiqués, à une heure de l'après-midi, au comptoir des théâtres, où elles peuvent prendre connaissance tous les jours des conditions de l'affermage. Les aspirants doivent déposer avec leur déclaration: a. un nantissement de 18,000 r. au moins en billets des institutions de crédit au cours fixé par le ministère des finances; b. un certificat donnant droit à l'entretien d'une typographie, et c. un certificat de commerce. Les personnes qui voudraient ne pas participer aux enchères à la criée peuvent envoyer des déclarations sous enveloppe cachetée, qui doivent être déposées au comptoir au plus tard à une heure de l'après-midi, le jour fixé pour la seconde enchère. 370

GRANDE SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES.

A partir du 15 mars jusqu'au 15 juin année courante, le tarif du chemin Nicolas pour graine de lin, farine de seigle et de pois, pois et blés venant de la ligne de Rjask-Morskansk et transportés à St-Petersbourg, est réduit de 1/36 copek par verste et par poud.

La transformation de tarif de 1° en 2° classe pour les papiers à écrire de qualité supérieure, emballés en caisse, transportés de Riga à St-Petersbourg, s'applique aussi à la même marchandise emballée en caisse transportée de Riga à Varsovie.

Le tarif du chemin Nicolas réduit jusqu'au 7 novembre pour le blé provenant de la ligne de Tambow-Saratov dirigé sur St-Petersbourg, savoir: froment et graines oléagineuses à 1/40 cop. par poud et par verste, et pour les autres sortes de blé à 1/50 cop. par poud et par verste, sera également applicable à titre d'essai jusqu'au 1er janvier 1874, sur les marchandises susnommées dirigées sur Péttersbourg en provenance des stations de Griazy, Bournak et Borissoglebsk ainsi que de toutes les stations de la ligne de Griazy-Tsaritsyne au-delà de Borissoglebsk-Tsaritsyne.

DÉPÔTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG

1° Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3.

2° au pont d'Antichkov, maison Mednikov.

3° Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst.

4° Grande Morskaja, maison Jacquot.

5° Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.

6° A Vassili-Ostrow, au magasin de Riga, 1° ligne.

SPECIALITÉS ÉTRANGÈRES:

Savon de Thridace de Violet.

Savon au suc de laitue de Pinaud.

Produits aux Violettes de Parme et à l'Yang-Ylang de Pinaud.

Rouges et blancs pour le teint de Dorin.

Eaux de Cologne de Jean-Marie Farina.

Elixirs et poudres dentifrices de Botot—Evans—Peletier—Pierre.— Société hygiénique.

Articles de Paris, de Vienne et de Londres.

Boîtes à mouchoirs et à gants. — Sachets parfumés. — Garnitures de toilettes. — Flacons taillés de Baccarat et de Bohême. — Lampes à parfumer. — Nécessaires à ongles. — Bottes à houppes. — Bottes riches. — Cassettes à flacons. Pulvérisateurs à odeurs.

GRANDE SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES. LIGNE DE ST-PETERSBOURG-VARSOVIE.

La direction porte à la connaissance publique, conformément au § 143, que les objets non réclamés par leurs propriétaires énumérés dans la liste ci-dessous sont en souffrance dans le magasin de la gare de St-Petersbourg. Les personnes à qui appartiennent lesdites marchandises sont invitées à se présenter tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, au bureau des réclamations, munies des preuves incontestables de leur droit de propriété. Après un délai de six mois, à partir de la dernière publication du présent avis, les marchandises non réclamées seront vendues aux enchères, conformément aux §§ 151 et 153 du règlement de transport. Les bureaux sont ouverts depuis 10 heures du matin jusqu'à 3 h. de l'après-midi. 351

Liste des marchandises non réclamées. N° IX.

Date de l'expédition.	N° d'entrée.	de départ.	de destination.	Expéditeur.	Destinataire.	Nombre des colis.	Désignation de la marchandise.	Poids.
12 sept. 1872	26865	Varsovie	St-Petersbourg	Kleinermann	Baham	1	March. manufacturées	210
19	27646	Gourski		Ukonnikow	Gourski	2	Objets de ménage	1090
30	1989	Pskow		Mikhalow	A. Karlow	1	Châle	090
13	4707	St-Petersbourg	Pskow	Martynow	Dervine	1	Papiers peints	250
25	5055			Kirpichow		2	Huile de chènevis	380
21	4302		Dunabourg	Lanidusow	Yousounsohn	1	Cirage	490
20	4031			Person	Vler	1	Thé	310
19	8793			F. Yégorow	S. Roubanenko	1	Cuir	710
16	27322	Varsovie	Kovno	Dobychinski	Biélawski	1	Meubles	095
8	9940			A. Rodkiévitch	Oubanovitch	1	Instruments agricoles	105
3 août	19229	St-Petersbourg	Varsovie	Maksimow	Limerberg	2	Cuir	715
17	21736			Gavrilow	Friedmann	2	March. manufacturées	105
30 juillet	18587			Société man. Schlus.	Spokofni	1		414
25 septembre	9995	Kovno	Pskow	Mozéson	Arozstamm	1	Bijouterie	380
18	57759	Moscou	Kovno	Epstein	Kaminski	1	March. manufacturées	412
25	28221	Varsovie		H. Kleinermann	Fine	1		133
27	3658	Grodno		Goldberg	au porteur	1	Drap	133
20	4010	St-Petersbourg		J. S. Sémenow	Kolnik	2	March. manufacturées	715
20	4008				Fine	1		327
20	4008					1		327
4 octobre	8981	Wierzholovo	St-Petersbourg	V. Gléss	M. Barbet Roté	1	Livres imprimés	250
28 septembre	4732	St-Petersbourg	Dunabourg	J. S. Sémenow	Manasiévitch	2	March. manufacturées	1090
7 octobre	470	Malkine	Biélostok	Kachella	Rob	4	Tonnesaux vides	250
10 août	20448	St-Petersbourg	Grodno	N. Brounitsine	Diogass	4	Cuir	812
28 mars	5191	Vilna		Montchouanski	G. Bouthard	1	Papiers	310
18	14230	St-Petersbourg		P. Yégorow	Leib	1	Cuir	385
28 juillet	7505	Kovno		Pétrowski	Kourau	7	Fonte brute	425
17 juin	18571255	Moscou		Schabat	au porteur	6	Bijouterie	2130
30 mai	813	Schavil		E. Gourovitch	S. Gourovitch	2	Buffetieries de soldat	2400
16 septembre	3364	St-Petersbourg	Vilna	Frères Eliséeff	S. Rabinovitch	2	Vins	812
21	4365			N. Maksimow	Bourdousse	1	Morceaux de cuir	812
27	5250			Valkow	Barel	1	Toile russe	425
27	5382			Rastéraw	Makerson	2	Plomb de chasse	706
26	10049	Kovno		Posvianski	Frivlas	1	Bijouterie	325
27	5518	St-Petersbourg		Kormilitsyne	Biérome	1	Flanelle	960
13	2762			Maksimow	Kagane	1	Cuir	335
3 octobre	6553		Kovno	Koemilitsyne	J. Fine	1	Flanelle	316
2	28953	Varsovie		Scherchewski	Gantzbourg	3	Galoches	425
12 septembre	2519	St-Petersbourg		E. S. Yégorow	Volpé	1	Bijouterie	425
16	3421			Kantor		1		965
28	5741			Kaplon		1		236
16	3414			Yappo		1		410